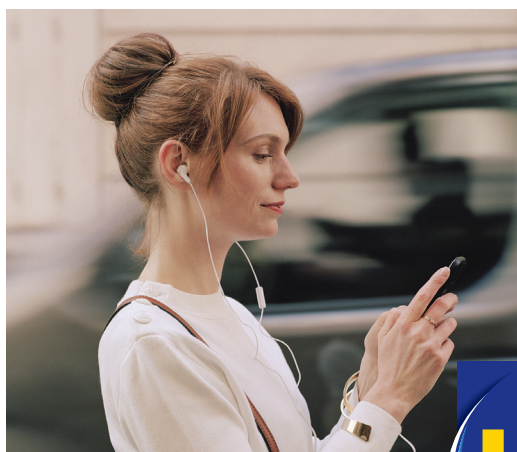


Rapport financier semestriel



2020



Ma vie. Ma ville. Ma banque.

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE	3
RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL	4
COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2020	39
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	97
GLOSSAIRE	98

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Villejuif, le 7 août 2020

Grégory Erphelin

Directeur Finances, Achats, Affaires juridiques,
Engagements et Recouvrement

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL

ACTIVITE ET INFORMATIONS FINANCIERES

5

Environnement économique et financier

5

Mesures LCL dans le contexte Covid

9

Compte de résultat consolidé

9

Résultats de la Banque de proximité

10

FACTEURS ET GESTION DES RISQUES

11

Facteurs de risques

11

1. Risques de crédit et de contrepartie
2. Risques financiers
3. Risques opérationnels et risques connexes
4. Risques liés à l'environnement dans lequel LCL évolue
5. Risques liés à la stratégie et opérations de LCL

11

12

13

14

17

Gestion des risques

18

1. Risque de crédit
2. Risque de marché
3. Risque de gestion de bilan : risque de liquidité et de financement
4. Risque de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global (RTIG)
5. Risques opérationnels
6. Risques juridiques
7. Risques de non-conformité

18

27

28

30

31

33

33

INFORMATIONS SOLVABILITE

37

1. Fonds propres prudentiels
2. Encours des TSDI

37

38

ACTIVITE ET INFORMATIONS FINANCIERES

Environnement économique et financier

Premier semestre

L'irruption de l'épidémie de coronavirus est venue remettre en question un scénario de ralentissement modéré de l'économie mondiale dans lequel les marchés se montraient confiants, percevant une diminution des incertitudes (accord commercial sino-américain et issue plus favorable du *Brexit*) et des politiques monétaires durablement accommodantes.

L'épidémie de Covid-19 et le confinement qui en a résulté constituent un choc inédit par sa nature et par son ampleur, bien supérieur à celle de la crise de 2008-2009. Mondial, exogène, la quasi mise à l'arrêt des économies impacte mécaniquement, en premier lieu, l'économie réelle, l'offre comme la demande, en contraignant des pans entiers d'activité à la mise en sommeil, tout en imposant une contraction de la consommation avec, en corollaire, l'accumulation involontaire d'un matelas substantiel d'épargne. Alors que l'épidémie prenait de l'ampleur et que des mesures de confinement s'annonçaient en Europe, les marchés financiers ont connu entre fin février et fin mars une violente vague d'aversion au risque : chute des prix des actifs, assèchement de la liquidité, volatilité des prix très élevée. Le taux à 10 ans américain est passé début mars en dessous de 1%, le taux allemand à 10 ans se repliait vers un point bas (-0,8%) alors que les primes de risque offertes par la France et l'Italie se redressaient jusqu'à atteindre respectivement 67 points de base (pb) et 282 pb et que les marchés actions s'effondraient (les grandes places boursières ont perdu 30 à 35% en un mois au 20 mars, tout comme l'indice MSCI des bourses émergentes).

Redoutant l'impact économique et financier de cette crise, les pouvoirs publics, forts de l'expérience de la crise financière de 2008-2009, se sont rapidement engagés dans des politiques de soutien inédites par leur ampleur et leur capacité à s'affranchir des contraintes.

Afin d'éviter que la crise affectant l'économie réelle ne se double d'une crise financière, que la récession ne se mue en dépression, les Banques centrales se sont ainsi lancées dans des assouplissements monétaires massifs. Les combinaisons d'outils (eux-mêmes variés) sont diverses, mais les objectifs identiques : baisses de taux, programmes d'achats d'actifs (souverains, *corporate*, titrisations) afin d'assouplir les conditions de financement, d'assurer la transmission efficace de la politique monétaire, le meilleur fonctionnement possible des marchés financiers et du crédit. Quant aux politiques budgétaires, si elles obéissent à des logiques largement nationales, elles sont guidées par des inspirations similaires : plans de soutien hors normes visant à maintenir l'emploi et le revenu des ménages ainsi qu'à limiter les défaillances d'entreprise. Grâce à de multiples mesures (chômage partiel, aides aux populations les plus fragiles, baisse temporaire des cotisations sociales, reports de charges fiscales et sociales, garanties publiques sur les prêts aux entreprises, prises de participations de l'État), il s'agit de s'assurer que l'offre et la demande seront en mesure, le plus rapidement possible, de retrouver un cours aussi normal que possible.

Les mesures budgétaires et monétaires mises en œuvre dans la zone euro témoignent bien du volontarisme des autorités monétaires et des gouvernements nationaux. La levée des contraintes européennes liées à la supervision budgétaire et à la politique de la concurrence en matière d'aides d'État aux entreprises a, tout d'abord, offert plus de latitude financière aux États-membres pour parer à l'urgence sanitaire ou économique. En a résulté une réponse massive mais différenciée en fonction des marges budgétaires disponibles, se traduisant par une discrimination de la part des marchés financiers selon l'effort budgétaire produit et/ou son impact sur l'endettement, avec un début de fragmentation sur le marché des dettes souveraines. La forte remontée de l'indicateur de *stress* systémique de la BCE laissait craindre un durcissement sévère des conditions de financement. Le rendement souverain pondéré à dix ans de la zone euro était remonté de 70 points de base avec la diffusion de la pandémie.

La BCE s'est ainsi engagée rapidement dans une politique volontariste visant à calmer les marchés en augmentant la liquidité et en limitant les tensions sur les *spreads* obligataires des souverains les plus fragiles : augmentation du *Quantitative Easing* (soit une enveloppe supplémentaire de 120 Mds€), lancement d'un nouveau programme d'achats temporaire (initialement jusqu'à la fin 2020), le *Pandemic Emergency Purchase Programme* (PEPP) de 750 milliards d'euros¹, introduction de *Long Term Refinancing Operations* (LTRO) transitoires jusqu'en juin 2020, afin d'assurer la transition avec l'échéance des *Targeted Longer-Term Refinancing Operations* (TLTRO)-III (assorties de conditions plus favorables ainsi que de règles moins strictes pour le collatéral), puis assouplissement des conditions des TLTRO-III et nouvelles opérations de refinancement à long terme *Pandemic Emergency Long Term Operations* (PELTRO), assouplissement et l'allègement des contraintes de solvabilité et de liquidité du secteur bancaire afin de lui permettre de jouer un rôle stabilisateur. En s'écartant de la clé de répartition de son capital, le BCE a pu acheter les titres des souverains les plus *stressés*. Son action a été déterminante pour desserrer les conditions financières. Après ses interventions, le rendement souverain pondéré à dix ans de la zone euro n'était plus supérieur que de 18 pb à son niveau d'avant-crise.

La politique budgétaire de la zone euro a également pris une tournure contra-cyclique. En allégeant les entraves aux politiques nationales par la suspension des règles budgétaires, la Commission européenne a permis aux pays de répondre immédiatement à la crise. Cette réponse atteint désormais 3,5% du PIB de la zone euro. Ajoutées à la détérioration du solde public liée au cycle à hauteur de 4 points de PIB, ces mesures conduiraient à une remontée du déficit à 9,3% en moyenne dans la zone euro et à une forte hausse des dettes publiques en 2020 de presque 18 points en moyenne pour atteindre un peu plus de 104% du PIB. Il a cependant été rapidement et clairement diagnostiqué qu'une sortie de crise différenciée selon les marges de manœuvre budgétaires nationales posait un risque pour le marché unique mais aussi pour la monnaie unique : le renforcement de la fragmentation était à même de provoquer un choc pour la cohésion de l'Union européenne (UE). Le saut d'une simple coordination vers la mise en commun des ressources s'est donc imposé. Les ressources existantes ont été mobilisées, par la réorientation des fonds de cohésion non utilisés du budget de l'UE à hauteur de 37 milliards d'euros, par des garanties aux PME fournies par la Banque européenne d'investissement (BEI), par l'utilisation des fonds encore disponibles du Mécanisme européen de stabilité (MES) à hauteur de 240 milliards d'euros (soit 2% PIB de la zone). A mesure que l'ampleur de la crise se dessinait, de nouvelles ressources communes financées par l'endettement ont vu le jour : fonds SURE de 100 milliards d'euros (fonds de réassurance contre le chômage), 200 milliards d'euros de garanties à investissement par la BEI, proposition de la Commission Européenne en faveur d'un fonds garantissant le soutien à la reprise et à la reconstruction mais aussi opérant une redistribution en faveur des pays les plus touchés par la crise et les plus pauvres : le *Recovery Fund*, soit 750 milliards d'euros levés par émission obligataire garantie par le budget de l'UE.

La réponse monétaire et budgétaire, aussi ample soit elle, a vocation à amortir le choc, à limiter les destructions d'emplois et de capacités de production afin d'assurer que le redémarrage s'opère le mieux possible, une fois le choc immédiat passé. Mais elle n'a pas pu, par définition, contrer les ruptures physiques d'offre et de demande en amont.

En zone euro, les chocs subis se révèlent d'ampleur très diverse selon les pays et leurs modalités respectives de restrictions d'activité : les chiffres de croissance du premier trimestre illustrent clairement alors même que le confinement n'est intervenu que courant mars. Le PIB en zone euro a reculé de -3,6% par rapport au quatrième trimestre 2019. La France et l'Italie (-5,3%) et l'Espagne (-5,2%) sont très touchées. L'Allemagne et les Pays-Bas, enregistrent une contraction moins sévère (-2,2% et -1,7% respectivement). Côté demande, c'est la demande intérieure qui a surtout contribué au repli de l'activité (-3,6%), tandis que la contribution de la demande extérieure nette à la croissance a été moins négative (-0,4 point) en raison d'une contraction presque identique

¹ Parmi les nouvelles classes d'actifs éligibles aux rachats, les billets de trésorerie du secteur non financier permettent à la BCE d'alléger le risque de liquidité des sociétés non financières. Cette flexibilité a été augmentée par la suppression des limites d'achat par émission et par émetteur dans le PEPP, qui a permis à la BCE de s'écartier de la clé de répartition de son capital et de concentrer les rachats sur les émetteurs et les classes d'actifs soumis à un plus fort stress de marché. Depuis lors, le PEPP a été étendu à juin 2021 et son montant maximal porté à 1 350 milliards d'euros.

des importations (-3,6%) et des exportations (-4,2%). Grâce aux dispositifs de chômage partiel, le recul des salaires (-1,1% sur le trimestre) a été inférieur au repli du nombre d'heures travaillées (-3,1%). Avec le repli forcé de la consommation, le taux d'épargne a enregistré un rebond historique (à 16,9% après 12,7% au trimestre précédent).

Avec le retour progressif à une plus grande mobilité, le redémarrage de la consommation (dans un contexte de pertes de revenus limitée), la réouverture des lignes de production et des chantiers suggèrent désormais un fort rebond mécanique de la croissance. Les enquêtes, les ventes au détail et divers indicateurs à fréquence plus rapprochés en témoignent. L'indice PMI (enquête auprès des directeurs d'achat IHS Markit) en zone euro est formel : l'amélioration enregistrée en juin est presque aussi vigoureuse que celle signalée au mois de mai (la plus forte depuis l'existence de l'enquête) et conduit l'indice près de la limite entre l'expansion et la contraction de l'activité. En France, l'indice PMI dépasse même ce seuil indiquant une économie en croissance ; le climat des affaires mesuré par l'Insee est en net rebond tout en restant, à 78, inférieur à sa moyenne de long terme (100).

La **Chine** a été confrontée à la vague de Covid-19 plus tôt que l'Europe. Elle a connu une contraction forte du PIB au premier trimestre 2020 (-6,8% sur un an), mais elle a renoué avec la croissance dès le deuxième trimestre avec une progression du PIB de 3,2% sur un an. Si le détail par composante n'est pas encore disponible, les données d'activité de juin permettent de se faire une idée du contenu de cette croissance : l'écart entre le dynamisme de l'offre (production industrielle, construction) soutenue par l'appareil étatique et la reprise moins vigoureuse de la demande se réduit sans disparaître. Côté demande, la confiance des consommateurs chinois peine à se redresser. Cela se traduit tant dans leur comportement d'achat (ventes au détail en baisse de 1,8% en glissement annuel en juin) que d'épargne (le taux d'épargne a légèrement reculé au deuxième trimestre mais reste très élevé à 38%). Sur le trimestre, la consommation privée a donc reculé de 5,7%, et ce malgré une hausse du revenu disponible par tête de 1,8%. La question sous-jacente reste donc toujours celle de l'emploi. Officiellement, le taux de chômage urbain décline lentement depuis mars et a atteint 5,7% en juin. Pourtant, les créations de nouveaux emplois sont toujours très faibles. En juin, elles étaient encore loin de leur niveau habituel : juste au-dessus d'un million de créations, soit plus de 25% de moins qu'en 2019. La baisse du chômage résulte donc plutôt d'un effet de base (nombre de migrants rentrés dans leur campagne ont disparu des statistiques urbaines) que d'un véritable redémarrage du marché du travail.

Aux **États-Unis**, où l'épidémie n'est pas encore partout sous contrôle, le PIB a reculé de 5%, en rythme annualisé, sur le premier trimestre, mais le plus fort de l'impact de la crise devrait porter sur le deuxième trimestre, avec une contraction inédite qui pourrait être de l'ordre de 30% (en rythme annualisé par rapport au T1). Néanmoins, les dernières données suggèrent que le rebond conjoncturel est bien là (hausse des ventes au détail, de la production industrielle, des enquêtes régionales). Hors composantes erratiques, les ventes au détail (qui ont crû de 7,5% au mois de juin après un rebond exceptionnel au mois de mai à 18,2%) dites sous-jacentes ont en réalité atteint leur plus haut historique, au-dessus du record enregistré au mois de mars, lorsque les consommateurs s'étaient rués vers les magasins pour constituer des stocks. La réouverture de l'économie et la préservation de la santé financière des ménages grâce aux aides de l'État suggèrent que le rebond de la consommation privée au troisième trimestre devrait être soutenu. La production industrielle a progressé de 5,4% au mois de juin selon la Fed (après +1,4 % en mai), avec une hausse de 7,2 % de la production manufacturière. Fin juin, la production industrielle restait néanmoins inférieure de 10,8 % à son niveau de février. Enfin, l'emploi (-14,7 millions en juin par rapport à février) inquiète toujours (les inscriptions hebdomadaires aux allocations chômage continuent de baisser à un rythme très lent).

Au cours du semestre écoulé, les marchés financiers ont évolué de façon heurtée au gré des évolutions sanitaires et des assurances offertes par des banques centrales généreuses. Depuis leur plongeon en mars, les marchés actions se sont redressés, gagnant entre 20% (22% pour le CAC40) et 35% (pour le S&P 500) entre le 20 mars et fin juin. Cela a ainsi limité les pertes sur le semestre à 4% pour le S&P 500. Mais ces dernières restent de 17% pour le CAC40 et de 14% pour l'Eurostoxx 50. Les taux sans risques se sont également rétablis : les taux à 10 ans allemands et américains se situent fin juin à respectivement -0,50% (-31 pb sur le semestre) et 0,66% (-126 pb). La dérive des *spreads* des obligations *non core* de la zone euro a été limitée. Fin juin, l'écart de rendement offert par la France au-dessus du Bund était, à 37 pb, supérieur de seulement 7 pb à son niveau de fin 2019, tandis que la dérive des *spreads* italiens et espagnols était limitée à respectivement 21 et 27 pb (à 182 et 91 pb). Les assouplissements monétaires ont permis un certain retour au calme des marchés et se révèlent *in fine* couronnés de succès.

Perspectives pour le second semestre

Le second semestre se présente sous le signe d'une reprise vive après la très forte contraction du premier semestre. Néanmoins la vigueur du rebond, observée sur les indicateurs récents, est largement mécanique et ne préjuge pas de la robustesse ultérieure du mouvement. Évaluer l'ampleur de la récession, puis ébaucher les contours de la reprise (sa rapidité, sa vigueur, sa pérennité au-delà du rebond technique) dépend de multiples paramètres au sein desquels plusieurs sont essentiels : le retour, plus ou moins rapide et plus ou moins complet, à la normale en termes de mobilité et de consommation et le rétablissement de l'offre suite à la levée des freins physiques, ainsi que le rythme de sorties des mesures de soutien, notamment pour les entreprises. Enfin, la vigueur de la sortie de crise dépend largement de la confiance des agents économiques, ménages et entreprises, susceptibles d'adopter des comportements prudents, d'épargne de précaution ou de réduction de l'investissement. Néanmoins, en moyenne sur l'année 2020, même si les situations sont très diverses, très peu de pays devraient échapper à la récession, à l'exception notable de la Chine (+3% en 2020 selon nos prévisions) entrée plus précocement dans la crise. Fait inédit, les pays émergents dans leur ensemble seront en récession en 2020 (-2% anticipé) mais c'est sans commune mesure avec la contraction du PIB des pays développés (-6,7%, -5,5% pour les Etats-Unis). En moyenne mondiale, le PIB réel baissera d'un peu plus de 4%.

Pour la zone euro, notre scénario table sur un redémarrage vigoureux de l'activité à l'articulation des deuxième et troisième trimestres 2020 et épouse un profil trimestriel en forme de V marqué : rebond mécanique de la croissance au deuxième semestre de 2020, suivi d'une reprise modérée et incomplète en 2021. Le profil de la croissance 2020 serait particulièrement heurté : au deuxième trimestre, pénalisé par un confinement à son apogée, le PIB pourrait se contracter de près de 12,7% (-17% en France) avant de rebondir de 9,6% au troisième trimestre (+16,8% en France) : un rebond mécanique résultant de la réouverture des activités de services et de production. Le mouvement de V pourrait même être plus vigoureux qu'attendu : la réinjection dans le circuit économique d'une partie de l'épargne "forcée" accumulée en temps de confinement laisse espérer une reprise robuste de la consommation à partir du troisième trimestre.

Les incertitudes restent cependant importantes et certaines menaces pèsent sur la reprise : fragilisation de la situation financière des entreprises, destructions d'emplois, comportements de précaution, demande mondiale affaiblie et risque toujours présent d'une deuxième vague de l'épidémie, apparu ponctuellement en Chine, et qui refait surface en petits foyers en Europe. Une véritable reprise, robuste, ramenant rapidement à son niveau d'avant crise l'économie de la zone euro dans son ensemble, n'est ainsi pas encore acquise. Le potentiel de reprise à moyen terme dépendra de la capacité à préserver l'emploi et les capacités de production, à protéger les chaînes d'approvisionnement européennes et mondiales.

La dynamique de la reprise à partir du quatrième trimestre 2020 s'annonce donc modérée (1,4% au T4 par rapport au T3). Sous l'hypothèse d'absence de deuxième vague de contagion entraînant un confinement strict, **notre prévision de croissance pour la zone euro s'établit à -8,1% en 2020** (puis 5,5% en 2021). La reprise de la demande intérieure, bien qu'incomplète, serait le pilier de la sortie de crise. En France, en dépit d'un plan de soutien majeur (134 milliards d'euros), le PIB se contracterait de 10,2% en 2020 avant de progresser de 7,5% en 2021. Il faudra néanmoins attendre que soient précisé le plan de relance national.

Au cours de sa réunion de juin, passant d'un mode de gestion d'urgence de la crise à un mode de soutien à la croissance dans la durée, la BCE a clairement indiqué sa volonté de maintenir une politique monétaire ultra-accommodante, aussi longtemps et aussi vigoureusement que nécessaire. Notre scénario n'exclut pas une augmentation de l'enveloppe PEPP par la BCE vers la fin de cette année si les marchés devaient se montrer de nouveau "agités".

Compte tenu d'assouplissements monétaires massifs et durables, notre scénario économique permet d'éloigner les risques financiers extrêmes. Les conditions financières seraient favorables, au moins dans les pays développés : pas de tensions sur les taux longs, *spreads* souverains sous contrôle en zone euro, faible risque de correction majeure des marchés actions. Sous réserve que la situation sanitaire et économique s'engage fermement sur la voie de la stabilisation, notre scénario central table sur un taux allemand à 10 ans proche de -0,30% en fin d'année assorti de primes de risque maîtrisées (autour de 30 et de 160 pb pour la France et l'Italie, respectivement).

Mesures LCL dans le contexte Covid

Le cœur de l'activité de LCL, au second trimestre, a été centré sur le soutien à la clientèle.

Le basculement sur le plan sanitaire et économique a impliqué une phase d'adaptation organisée autour de 5 volets :

- la santé et la protection des collaborateurs au travail et des clients,
- la continuité du service avec le maintien du dispositif accessible aux clients,
- l'accompagnement des clients, notamment par la mise en place de reports d'échéance et de prêts garantis par l'Etat,
- la mise en place de solutions technologiques permettant de nouvelles capacités digitales et d'accès distants et offrant une large capacité de services en particulier aux clientèles Professionnel et Entreprise les plus en difficulté,
- l'anticipation et la gestion des risques financiers et de contreparties.

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Produit net bancaire	1 683	3 371	1 701
Résultat brut d'exploitation	510	989	502
Résultat d'exploitation	289	772	407
Résultat net consolidé	194	533	272
Résultat net part du groupe	194	533	272
Bilan	192 115	176 511	168 899

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	1 728	(45)	1 683	3 457	(86)	3 371	1 747	(46)	1 701
Charges d'exploitation	(1 170)	(3)	(1 173)	(2 372)	(10)	(2 382)	(1 197)	(2)	(1 199)
Résultat brut d'exploitation	558	(48)	510	1 085	(96)	989	550	(48)	502
Coût du risque de crédit	(221)	-	(221)	(217)	-	(217)	(95)	-	(95)
Résultat d'exploitation	337	(48)	289	868	(96)	772	455	(48)	407
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	2	-	2	1	-	1
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	337	(48)	289	870	(96)	774	456	(48)	408
Impôts sur les bénéfices	(109)	14	(95)	(271)	30	(241)	(154)	18	(136)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	228	(34)	194	599	(66)	533	302	(30)	272
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	228	(34)	194	599	(66)	533	302	(30)	272

Résultats de la Banque de proximité

Après deux mois de confinement et d'activité commerciale en berne, le mois de juin a bénéficié d'un rebond sur la quasi-totalité des activités.

Dans ce contexte, la base client s'est contractée sur le trimestre (-2 000 clients) avec une conquête brute de 60 000 clients, en baisse de 30% par rapport au premier trimestre, et une attrition qui demeure maîtrisée. Néanmoins, par rapport à décembre, la base client a progressé de plus de 10 000 clients sur les particuliers et professionnels.

Sur l'équipement, le confinement a particulièrement affecté les activités de services et de moyens de paiement, avec un très fort recul de l'activité monétique sur les mois d'avril et de mai.

Durant cette période, LCL a accompagné ses clients Professionnels et Entreprises avec la mise en place de plus de 29 000 Prêts Garantis (PGE) par l'Etat pour un montant de 5,9 Md€.

En parallèle, la production de crédits a fortement freiné (-9% par rapport au premier trimestre 2020) sur l'ensemble des marchés, avec un net rebond sur le mois de juin qui porte à lui seul 45% des réalisations Habitat du trimestre. Au global, les encours de crédits ont progressé de 11% sur un an (+7% hors impact des PGE).

La collecte de bilan est restée dynamique sur toute la période (+14% des encours sur un an), portée par la croissance des dépôts à vue de l'ensemble des marchés.

La collecte hors bilan s'est contractée de 0,7% par rapport à juin 2019, du fait d'un effet marché négatif. Néanmoins, l'activité d'achats/ventes de titres a démontré un réel dynamisme durant ce trimestre.

Malgré la résilience du Résultat Brut d'Exploitation, le Résultat Net de la Banque de Proximité du premier semestre 2020 ressort à 228 M€, en baisse de 25% par rapport au premier semestre 2019, en raison de la pression sur le coût du risque.

Le produit net bancaire s'élève à 1 728 M€, en baisse de 1,1% par rapport au premier semestre 2019 avec une marge nette d'intérêt en repli sous l'effet de valorisation négative sur titres.

Sur les commissions, l'avance du premier trimestre permet d'absorber le repli du deuxième trimestre (-3,5% par rapport au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 6% au premier trimestre), lié à une activité flux très fortement impactée par le contexte de la Covid-19.

À 1 170 M€, les charges d'exploitation sont en baisse de 2,3% par rapport au premier semestre 2019, grâce à une maîtrise continue des dépenses, qui permet d'absorber des charges liées au Covid-19 et à une hausse des taxes.

Le coût du risque s'élève à 221 M€ ; il intègre un provisionnement sur encours sains de près de 72 M€, au titre notamment des impacts de la crise sanitaire.

FACTEURS ET GESTION DES RISQUES

Facteurs de risques

1. Risques de crédit et de contrepartie

LCL est exposé au risque de crédit de ses contreparties

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels LCL est exposé. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de LCL lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents historiquement bas, LCL pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions plus importantes pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité. Bien que LCL cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, ces techniques pourraient ne pas permettre de compenser la totalité des pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, LCL est exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit ou au risque de perte de valeur du collatéral.

A fin juin 2020, les prêts et créances ainsi que les titres de dettes s'élèvent à environ 160 G€ en valeur comptable avant dépréciation (clientèle de détail 88,9 G€, entreprises 50,7 G€, établissements de crédit 20,5 G€). Les actifs pondérés par les risques (*Risk Weighted Assets*) relatifs au risque de crédit et au risque de contrepartie s'élèvent à 52,3 G€ au 30 juin 2020.

Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de perte estimé par LCL lié à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, LCL comptabilise, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions de LCL est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêtés des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts, ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios collectivement applicables à tous les actifs concernés. Bien que LCL s'efforce de constituer des provisions adaptées, il pourrait être amené à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons, comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains secteurs industriels.

A fin juin 2020, le coût du risque global de LCL est de 221 M€, intégrant l'estimation de l'impact de la crise sanitaire de la COVID 19 sur les actifs sains. Le taux de coût du risque est en hausse à 0,21%. Le taux de couverture prudentiel des créances douteuses par des provisions est de 84,1%. Le taux de coût du risque sur le marché des particuliers est de 0,09% ; pour le marché des professionnels, il s'établit à 0,29% et sur le marché des entreprises, il ressort à 0,36%.

Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats de LCL

La qualité du crédit des emprunteurs *corporate* pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, aux risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques.

Au 30 juin 2020, 70% du portefeuille entreprises de LCL (hors défaut) est noté en *investment grade*, dont les dix engagements les plus importants qui représentent 2,31% des engagements globaux et 8,81% des engagements du marché Entreprises.

LCL pourrait être impacté de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels il est fortement exposé

Les expositions crédit de LCL sont très diversifiées du fait de ses activités de banque universelle de proximité. LCL est ainsi principalement exposé à la banque de détail. A fin juin 2020, les engagements bilan et hors bilan des marchés portent à 74% sur les particuliers et professionnels (55% en crédits immobiliers, garantis à environ 80% par Crédit logement) et 26% sur les entreprises. La ventilation des engagements commerciaux au 30 juin 2020 du portefeuille entreprises se concentre pour les trois premiers postes sur les filières économiques de l'immobilier (16%), de l'agro-alimentaire (13%) et du BTP (8%). Les emprunteurs du secteur immobilier, alimentaire et du BTP pourraient être affectés par les conditions économiques actuelles mais aussi par les politiques budgétaires nationales et locales.

LCL est exposé au risque-pays et au risque de contrepartie concentré principalement en France

LCL, en valeur absolue, est plus particulièrement exposé au risque pays sur la France et dans une petite proportion sur le reste de l'Europe. Cependant, LCL est exposé directement ou indirectement, par ses propres activités financières ou par celles de ses clients, au contexte politique, macro-économique et financier des pays étrangers. LCL est alors exposé au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales dans un pays étranger deviennent défavorables et affectent négativement l'activité, la situation financière et les résultats de LCL.

LCL surveille le risque-pays et en tient compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistré dans ses états financiers. Toutefois, un changement significatif de l'environnement politique ou macro-économique pourrait le contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. Au 30 juin 2020, la provision pour risques pays s'élève à 6,7 M€.

2. Risques financiers

LCL est exposé à l'environnement de taux et toute variation significative des taux d'intérêt pourrait avoir un impact défavorable sur les revenus consolidés ou la rentabilité de LCL

LCL est exposé au risque de taux. Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par LCL sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus consolidés et sa rentabilité pour cette période. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels LCL n'a aucune emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer de manière significative les revenus nets d'intérêt des activités de prêts de LCL. Par ailleurs, une augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser de manière significative sur la rentabilité de LCL.

Les stratégies de couverture mises en place par LCL pourraient ne pas écarter tout risque de pertes. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité des stratégies de couverture de LCL. Au 30 juin 2020, la sensibilité du PNB de la première année à un mouvement de taux de la zone euro de 1% est de -142,6 millions d'euros (perte en cas de hausse des taux). A cette même date, la sensibilité de la valeur actuelle nette des trente prochaines années à un mouvement de taux de la zone euro de 2% représente environ -1,7% des fonds propres prudentiels (impact défavorable en cas de hausse des taux).

LCL doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser le risque de perte, néanmoins des replis prolongés du marché pourraient réduire la liquidité, rendant plus difficile la cession d'actifs et pouvant engendrer des pertes significatives

LCL est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs de LCL est incertain, et si LCL perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, il pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que LCL s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des

risques, ces limites pourraient ne pas être pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs, ce qui pourrait engendrer des pertes.

L'objectif de LCL en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

De ce fait, les événements sur les marchés liés à la crise de la COVID-19 ont conduit LCL à activer par précaution son plan d'urgence Liquidité et à prendre différentes mesures afin de minimiser son risque de liquidité.

Au 30 juin 2020, LCL affiche un ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio* – ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 156% (supérieur au plancher réglementaire de 100%), ce qui représente un excédent de liquidité de 9,5 G€ par rapport à cette exigence. Le groupe LCL affiche un niveau d'excédent de ressources stables de 19,9 G€ à fin juin 2020.

3. Risques opérationnels et risques connexes

LCL est exposé au risque de fraude externe et interne

La fraude se définit comme un acte intentionnel effectué dans l'objectif d'obtenir un avantage matériel ou immatériel au détriment d'une personne ou d'une organisation perpétré en contrevenant aux lois, règlements ou règles internes ou en portant atteinte aux droits d'autrui ou encore en dissimulant tout ou partie d'une opération ou d'un ensemble d'opérations ou de leurs caractéristiques.

La fraude externe est en hausse de 12,3% au premier semestre 2020. Aucun cas de fraude significatif n'a été constaté avec la crise COVID, toutefois les pertes liées à la fraude monétique sont en hausse de 22% par rapport au premier semestre 2019. Elles représentent 55% de cette catégorie (et 77% du coût net du risque opérationnel pur).

Dans un contexte d'augmentation des tentatives de fraude externe et de complexification de leurs modes opératoires (via notamment la cybercriminalité), les principaux enjeux résident dans la proactivité des acteurs bancaires. La prévention de la fraude vise ainsi à préserver les intérêts de la Banque et à protéger les clients. Les conséquences de ces risques de fraude pourraient s'avérer significatives.

LCL est exposé aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers

La technologie est au cœur de l'activité des banques en France et LCL continue à déployer son modèle multicanal dans le cadre d'une relation durable avec ses clients. Dans ce contexte, LCL est confronté au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis via un canal virtuel, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et individus dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. La prise en compte du cyber risque, partie intégrante des risques opérationnels, devient prépondérante. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire.

La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme toutes les banques, LCL dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité de ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information de LCL devenaient défaillants, même sur une courte période, LCL se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de LCL, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. LCL ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une

manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

LCL est aussi exposé au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels LCL a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, LCL pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de LCL et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. LCL ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

LCL est doté d'un dispositif préventif et réactif envers les différents scénarios de risques de sécurité du système d'information, afin de limiter au maximum les impacts pour ses données et ses clients en cas de survenue potentielle de tels risques.

S'agissant de la continuité d'activité, LCL teste annuellement un plan de continuité pour ses activités essentielles (PCA) et le maintien en conditions opérationnelles.

Ce plan est opérationnel et répond aux scénarios de risques retenus par le groupe Crédit Agricole (gestion des crises, secours informatique, indisponibilité du personnel, repli immobiliers, infection virale massive ...).

LCL participe également à des tests PCA de certaines entités du Groupe intervenant en tant que partenaires spécialisés dans le cadre de son activité (assurances, moyens de paiement, crédits à la consommation, marchés de capitaux, valeurs mobilières...).

Les pertes opérationnelles collectées au titre du risque "Interruptions de l'activité et dysfonctionnements des systèmes / Indisponibilité ou dysfonctionnements majeurs des moyens informatiques" représentaient 3% du risque opérationnel en 2017, 13% en 2018 et 2% en 2019. Au premier semestre 2020, elles représentent 1,45%.

LCL est exposé au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

LCL a fait par le passé, et pourrait encore faire à l'avenir, l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives de grande ampleur, dont notamment des actions de groupe ou de masse. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour LCL, ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevées. Bien que, dans de nombreux cas, LCL dispose de moyens de défense importants, LCL pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

Au 1^{er} semestre 2020 LCL n'a pas enregistré de coût du risque juridique notable. Les provisions pour litiges représentent 13,7 M€ à fin juin 2020.

4. Risques liés à l'environnement dans lequel LCL évolue

La pandémie de coronavirus (COVID-19) en cours pourrait affecter défavorablement l'activité, les opérations et les performances financières de LCL

En décembre 2019, une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) est apparue. Le virus s'est à ce jour propagé dans de nombreux pays à travers le monde, conduisant l'Organisation mondiale de la santé à qualifier la situation de pandémie en mars 2020. Cette pandémie a eu et devrait continuer à avoir des impacts défavorables significatifs sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle mondiale.

La propagation de la COVID-19 et les mesures gouvernementales de contrôle et de restriction des déplacements mises en œuvre pour y répondre dans le monde entier ont perturbé les chaînes d'approvisionnement à l'échelle internationale et l'activité économique mondiale. Le marché est par ailleurs entré dans une période de volatilité accrue. En conséquence de l'impact des mesures de confinement sur la consommation, des difficultés de production, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et du ralentissement des investissements,

l'épidémie a engendré des chocs d'offre et de demande ayant résulté en un ralentissement marqué de l'activité économique. Les marchés financiers ont été affectés de manière significative, comme en attestent la forte baisse des indices boursiers au début de la période, la chute du cours des matières premières et l'accroissement des spreads de crédit affectant de nombreux emprunteurs et émetteurs. L'ampleur de l'impact défavorable de la pandémie sur l'économie et les marchés à l'échelle mondiale dépendra, notamment, de sa durée et de son intensité, ainsi que de l'impact des mesures gouvernementales adoptées pour limiter la propagation du virus et les effets de ce dernier sur l'économie.

La pandémie et les effets qui en résultent sur l'économie et les marchés financiers à l'échelle internationale sont susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur les résultats des activités et la situation financière de LCL. Cet impact inclut et pourrait inclure à l'avenir :

- une dégradation de la liquidité de LCL (qui pourrait affecter son ratio de liquidité à court terme (LCR)) due à divers facteurs comprenant notamment une augmentation des tirages des clients *corporate* sur les lignes de crédit et/ou une baisse du montant des dépôts,
- une augmentation du coût du risque,
- une baisse des revenus imputable notamment à :
 - ✓ un ralentissement de la production dans des secteurs tels que le crédit immobilier et le crédit à la consommation,
 - ✓ une baisse des revenus de commissions et de frais,
- des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets* ou *RWAs*) plus élevés en raison de la détérioration des paramètres de risque, qui pourraient à leur tour affecter la situation de capital de LCL (et notamment son ratio de solvabilité).

LCL s'est organisé dès le début de la crise de façon à ce que les clients restent en contact avec leurs conseillers, soit à travers des réseaux physiques, soit via des canaux à distance. L'ensemble des mesures prises l'a été avec comme souci principal la protection de la santé des clients et des collaborateurs.

Afin de permettre une poursuite de l'activité dans les meilleures conditions pendant cette période, LCL a adapté un certain nombre de procédures de commercialisation (information, délégations, conseil et contractualisation) pour gérer les situations où les clients sont à distance. Dans une optique de protection de la clientèle et de lutte contre la fraude, LCL a renforcé son dispositif encadrant l'exécution des virements de montants significatifs. En matière de lutte contre les abus de marché, LCL a ajusté temporairement son dispositif d'alertes, compte tenu d'un volume d'ordres sur les marchés en forte hausse.

LCL a par ailleurs apporté son soutien au financement de l'économie en distribuant les prêts garantis par l'Etat (PGE), à hauteur de 2,5 G€ sur le marché des professionnels et de 3,4 G€ sur le marché des entreprises au 30 juin 2020.

La crise a eu un impact sur les activités de LCL avec notamment :

- une conquête brute de clients en baisse de 30% au 2^{ème} trimestre. L'attrition demeure maîtrisée et la base client a progressé de plus de 10 000 clients sur les particuliers et professionnels depuis décembre ;
- la production de crédits a fortement freiné (-9% par rapport au premier trimestre 2020) sur l'ensemble des marchés, avec un net rebond sur le mois de juin qui porte à lui seul 45% des réalisations du trimestre. Au global, les encours de crédits ont progressé de 11% sur un an (+7% hors impact des PGE) ;
- la collecte de bilan est restée dynamique sur toute la période (+14% des encours sur un an), portée par la croissance des dépôts à vue de l'ensemble des marchés ;
- la collecte hors bilan s'est contractée de 0,7% par rapport à juin 2019, du fait d'un effet marché négatif.

Conformément à la norme IFRS9, les niveaux de provisionnements sur les encours *buckets 1 et 2* (encours sains) ont été révisés afin de prendre en compte la dégradation de l'environnement ainsi que l'effet attendu des mesures publiques. Cela a donné lieu à des ajustements sur les portefeuilles de la banque de proximité, ainsi qu'à des compléments spécifiques sur certains secteurs ciblés.

LCL intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient avoir une incidence négative importante sur les activités et les résultats de LCL

LCL est soumis à une réglementation importante et à de nombreux régimes de surveillance, même dans les juridictions où LCL n'opère pas. Cela est dû au fait que LCL appartient au groupe Crédit Agricole, qui est présent

dans différents pays du monde. Le secteur financier a fait l'objet d'une surveillance accrue de la part de divers régulateurs ces dernières années, ainsi que d'une augmentation des pénalités et amendes demandées par les autorités de régulation, une tendance qui pourrait s'accroître dans le contexte financier actuel. Les activités et les bénéfices de LCL peuvent être affectés de manière significative par les politiques et les actions de diverses autorités de régulation de France, d'autres gouvernements de l'Union européenne ou étrangers et d'organisations internationales. De telles contraintes pourraient limiter la capacité de LCL à développer ses activités ou à exercer certaines activités. De tels changements pourraient inclure notamment :

- les politiques monétaires, de taux d'intérêt et autres des banques centrales et des autorités de régulation ;
- les changements généraux de politique gouvernementale ou réglementaire susceptibles d'influencer de manière significative les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où opèrent les entités du groupe Crédit Agricole ;
- les modifications générales des exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification des risques, de gouvernance, de restriction en terme de prises de participations et de rémunérations et les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire ;
- les modifications des règles et procédures relatives au contrôle interne ;
- l'évolution de l'environnement concurrentiel et des prix ;
- les modifications des règles d'information financière ;
- l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et les modifications de la législation relative aux droits de propriété étrangers ;
- toute évolution défavorable de l'environnement politique, militaire ou diplomatique créant une instabilité sociale ou une situation juridique incertaine susceptible d'affecter la demande des produits et services offerts par le groupe Crédit Agricole.

Par exemple, des lois et règlements ont été récemment adoptés ou proposés en vue d'introduire un certain nombre de changements, certains permanents, dans l'environnement financier mondial. Si l'objectif de ces nouvelles mesures est d'éviter une répétition de la crise financière mondiale, l'impact de ces nouvelles mesures pourrait être de modifier substantiellement l'environnement dans lequel LCL et d'autres institutions financières opèrent.

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont ainsi adopté la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 modifiant la directive (UE) 2013/36 du 26 juin 2013 CRD IV (la "Directive CRD IV") (la "Directive CRD IV Révisée" et, conjointement avec la Directive CRD IV, la "Directive CRD V") et le règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 du 26 juin 2013 (le "Règlement CRR") (le "Règlement CRR Révisé" et, conjointement avec la Règlement CRR, le "Règlement CRD V" et, conjointement avec la Directive CRD V, le "Paquet CRD V"). Le Paquet CRD V a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 7 juin 2019 et est entré en vigueur le 27 juin 2019. La Directive CRD IV Révisée sera mise en œuvre en droit français dans les 18 mois suivant son entrée en vigueur. Certaines parties du Règlement CRR Révisé s'appliquent depuis son entrée en vigueur (y compris celles applicables aux nouvelles exigences en matière de fonds propres et de passifs éligibles) tandis que d'autres s'appliqueront deux ans après la date de son entrée en vigueur. Les nouvelles dispositions mettront en œuvre les réformes de Bâle III finalisées par le Comité de Bâle et datant de décembre 2017.

Le Paquet CRD V vise, entre autres, à donner effet au *Term Sheet* du *Financial Stability Board* sur le TLAC (*Total Loss Absorbing Capacity*) et à modifier les exigences applicables au MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*). La mise en œuvre du Paquet CRD V et son application à LCL ou la prise de toute mesure à cet égard est actuellement incertaine.

En raison de certaines de ces mesures, les coûts de financement de LCL et les coûts de mise en conformité ont déjà augmenté et pourraient encore augmenter. Cela pourrait entraîner une réduction des revenus et des bénéfices consolidés de LCL et avoir un effet négatif important sur les résultats de LCL.

En l'occurrence, le ratio CET1 de LCL s'établit à 10,5% contre 11,1% au 31 décembre 2019, après ajustement du pilier 2 des accords de Bâle 3 (cf. chapitre solvabilité/pilier 3).

Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires dont l'ampleur et la portée sont notablement imprévisibles, il est impossible d'anticiper leur impact réel qui peut être important pour LCL.

5. Risques liés à la stratégie et opérations de LCL

Importance de la notation pour LCL

LCL fait l'objet d'une notation de crédit d'A+ (perspective négative) à long terme et A-1 (perspective négative) à court terme par *S&P Global Rating Europe Limited*.

Les notations de crédit sont importantes pour les conditions d'accès à la liquidité de LCL. Un abaissement de la notation de crédit pourrait avoir un impact significatif sur le coût de la liquidité et potentiellement la compétitivité de LCL. Cela pourrait avoir un impact sur les coûts de financement, limiter l'accès aux marchés des capitaux ou déclencher des obligations en vertu de certaines stipulations contractuelles, de produits dérivés et de financement garanti. Le coût de financement à long terme de LCL est directement lié à son spread de crédit (correspondant au montant excédant le taux d'intérêt des titres souverains de même maturité payé aux investisseurs dans des instruments de dette). Une augmentation des spreads de crédit pourrait accroître le coût de financement de LCL. Les variations des spreads de crédit sont permanentes, elles sont également influencées par la perception du marché de la qualité de LCL et plus largement du secteur bancaire.

LCL est exposé aux risques liés au changement climatique

LCL est soumis à un certain nombre de risques indirects qui pourraient avoir un impact important. En prêtant à des entreprises dont les activités génèrent des quantités importantes de gaz à effet de serre, LCL se retrouverait exposé au risque qu'une réglementation ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait impacter défavorablement la qualité de crédit de ce dernier, et réduirait ainsi la valeur du portefeuille de créances de LCL. Avec l'accélération de la transition vers un environnement climatique plus contraignant, LCL devra adapter ses activités de manière appropriée afin d'éviter de subir des pertes. À travers le Plan moyen terme du groupe Crédit Agricole, qui prévoit une gouvernance innovante destinée à conduire la mise en œuvre de la stratégie Climat, il est prévu une intégration par LCL des enjeux de la transition énergétique dans la relation client et la réallocation progressive des portefeuilles de financement, d'investissement et des actifs gérés en ligne avec l'accord de Paris.

Les derniers incidents notables d'origine climatique ayant impacté LCL concernent la tempête IRMA aux Antilles (septembre 2017), la crue de la Seine (janvier 2018), l'inondation du site informatique de Chartres par des pluies exceptionnelles. Il est à noter l'augmentation du nombre d'épisodes cévenols et méditerranéens (4 à la fin de 2019 et 2 en début 2020).

Une concurrence intense sur le principal marché de LCL en France pourrait affecter négativement ses revenus nets et sa rentabilité

La concurrence est intense dans la banque de détail, qui constitue le principal domaine d'activité de LCL avec un résultat net de 228 M€ au 30 juin 2020 sur le périmètre de la banque de proximité. Le groupe Crédit Agricole dont fait partie LCL, a la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, allant de l'assurance, des prêts et des dépôts au courtage, à la banque d'investissement et à la gestion d'actifs. Les grands groupes bancaires, qui avaient l'habitude de concentrer leurs efforts commerciaux sur les entreprises à forte capitalisation, s'intéressent de plus en plus aux entreprises de taille moyenne, qui sont les principaux clients de LCL. Si LCL n'était pas en mesure de maintenir sa compétitivité en France avec une offre de produits et services attrayante et rentable, il risquerait de perdre des parts de marché dans des domaines importants de son activité ou de subir des pertes sur tout ou partie de ses opérations. En outre, le ralentissement de l'économie mondiale est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment par une pression accrue sur les prix et une baisse des volumes d'affaires pour LCL et ses concurrents. De nouveaux concurrents, tels que les *fintechs* ou les néo banques, pourraient également entrer sur le marché, sous réserve d'une réglementation distincte ou plus souple, ou d'autres exigences relatives aux ratios prudentiels. Ces nouveaux acteurs du marché pourraient donc être en mesure d'offrir des produits et services compétitifs. Les progrès technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux établissements qui n'acceptent pas de dépôts d'offrir des produits et des services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et autres entreprises de fournir des solutions financières électroniques et basées sur Internet, y compris le commerce électronique de titres. Ces nouveaux acteurs peuvent exercer une pression à la baisse sur les prix des produits et services de LCL ou peuvent affecter négativement la part de marché de LCL. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, des nouvelles devises, tels que le bitcoin, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la *blockchain*, transforment peu à peu le

secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. Les progrès technologiques peuvent entraîner des changements rapides et imprévus sur les marchés où LCL opère. Si LCL n'est pas en mesure d'adapter de manière appropriée ses opérations ou sa stratégie en réponse à de tels développements, sa position concurrentielle et ses résultats d'exploitation peuvent être affectés négativement.

Gestion des risques

L'actualisation de la cartographie des risques majeurs, sur base de la taxonomie du Groupe, permet aux instances de décision de déterminer l'appétence de LCL aux risques. L'appétence au risque (*Risk Appetite*) porte sur les différents types et le niveau agrégé de risque que LCL est prêt à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques. Le Conseil d'administration de LCL exprime annuellement son appétence au risque, par une déclaration formelle. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, l'identification et le pilotage des risques et la gestion financière de LCL.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement de LCL en cohérence avec le Plan à moyen terme et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée notamment entre les marchés, les Directions finances, risques et conformité.

Le profil de risque de LCL est suivi et présenté a minima trimestriellement en Comité des risques et en Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Au 30 juin 2020, les indicateurs de niveau 1 d'appétence au risque de LCL se situent dans la zone définie.

Dans le cadre de la crise COVID-19, la BCE et les autorités nationales ont décidé un assouplissement des exigences réglementaires CET1 avec :

- Mise en application immédiate de l'article 104-a de la CRD V (initialement prévu en janvier 2021), stipulant la possibilité d'utiliser pour le "*Pillar 2 Requirement*" (P2R) des instruments de capital qui n'ont pas la qualité CET1 comme les AT1 et Tier2 dans les proportions suivantes :
 - 56,25% du CET1,
 - 18,75% d'AT1,
 - 25% du Tier2.
- Incitation à la relâche des coussins contra-cycliques par les Etats.

Dans ce contexte, il est apparu nécessaire de modifier les seuils de la matrice d'appétence aux risques 2020, notamment pour éviter des éventuels dépassements qui auraient nécessité une alerte au Conseil alors même que les nouvelles exigences réglementaires restent largement respectées.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport financier annuel 2019, dans le chapitre consacré aux facteurs et gestion des risques du rapport de gestion.

1. Risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, une entité publique, un fonds d'investissement ou une personne physique. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque

englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

• *Principales évolutions au cours du premier semestre 2020*

Gestion du risque

✓ *Organisation et dispositif de suivi*

Le dispositif global reste identique à celui décrit dans le rapport annuel 2019. Pour rappel, la stratégie des risques de crédit et la déclaration d'appétence aux risques ont été validées fin 2019.

✓ *Adaptations du dispositif liées à la crise COVID 19*

Dès le début de la crise COVID-19, des dispositifs de suivi rapproché spécifiques ont été mis en place afin d'apprécier l'évolution du portefeuille et du risque de crédit associé dans cette situation exceptionnelle :

- évolution de la qualité des portefeuilles,
- suivi des reports d'échéances et des prêts garantis par l'Etat (PGE) sur les différents marchés,
- suivi quotidien des changements de notes de tiers sur le marché *Corporate* et mesure de l'impact en RWA des dégradations,
- évolution des restructurations commerciales et pour risques sur les marchés Particuliers et Professionnels,
- suivi des volumes d'ADJ (autorisation de découvert journalier) pour les Particuliers,
- évolution quotidienne des tirages des clients *Corporate* sur *Revolving Credit Facilities (RCF)*.

En terme de pilotage, la Direction des risques et du contrôle permanent (RCP) a notamment assuré l'animation de la cellule de crise au titre du PCA et l'accompagnement des équipes en charge des plan d'actions, ainsi que la production de nouveaux *reportings* à destination de la gouvernance de la Banque et du superviseur.

✓ *Méthodologie et système de mesure*

LCL valorise ses exigences de fonds propres relatives au risque de crédit en méthode *Notation Interne (IRBA : Internal Ratings-Based approach – Advanced* sur le portefeuille de la Banque de détail et IRB Fondation sur le portefeuille entreprises hors portefeuilles LBO et professionnels de l'immobilier valorisés en standard).

Une note générale et une note d'application ont été publiées en avril 2020 par Crédit Agricole S.A. concernant l'identification et le suivi des crédits restructurés et des expositions non performantes au sens de l'EBA.

La note de procédure Groupe précise les principes d'identification, de suivi et de contrôle des mesures de *forbearance* au sens de l'EBA. Elle intègre les recommandations de la mission BCE Habitat de 2018 et les évolutions nécessaires liées à la mise en place au 1er janvier 2021 de la nouvelle définition du Défaut (convergence NPL et Défaut). La note d'application Groupe complète quant à elle la précédente et précise les modalités opérationnelles de déclinaison de la notion de mesure de *forbearance* dans les entités du Groupe.

Les *Guidelines* 2017 de l'EBA (apportant des précisions sur l'application de la définition du défaut au titre de l'article 178 du Règlement (UE) n°575/2013) et la note de procédure groupe Crédit Agricole sur le nouveau défaut bâlois (NDB) applicables au 1er janvier 2021 vont faire évoluer l'actuelle définition du défaut bâlois chez LCL. Afin de se mettre en conformité réglementaire et de mettre en œuvre cette nouvelle définition dans son système d'information, LCL a développé un calculateur qui permet de déterminer de manière automatique le NDB depuis le début de l'année. Le NDB sera utilisé par les Réseaux et dans les *reportings* comptables et risques ultérieurement (fin 2020).

Dans le cadre des nouveaux *reportings* standardisés BCE sur le suivi d'informations prudentielles sur les modèles de risque de crédit, LCL a réalisé sur le premier trimestre 2020 l'ensemble des analyses de *backtesting* demandées sur ses modèles actuellement en production pour le calcul des fonds propres réglementaires. Les conclusions confirment la stabilité et la performance des modèles actuellement validés. Ce suivi additionnel aux analyses de *backtesting* internes permettra à la BCE une comparaison entre les différents acteurs de la place sur la base de tests standardisés.

Afin de se conformer aux nouvelles lignes directrices de l'EBA sur le calcul des paramètres bâlois d'avril 2018 et de répondre aux recommandations des différentes missions d'audit, LCL a revu l'ensemble de ses modèles

internes de risque de crédit *Retail* et les a soumis à la validation de la BCE pour changement significatif des modèles. Suite à cette demande d'approbation, la mission BCE *Internal Models Investigation (IMI)* – FRCAG 4400 s'est déroulée chez LCL entre juin et octobre 2019. Le rapport définitif a été reçu en mars 2020. LCL est toujours en attente de la lettre de décision qui traduira les différents constats émis en limites, obligations, recommandations et potentielles demandes *d'add-on*.

Par ailleurs au 1er semestre 2020, différentes missions BCE IMI qui vont impacter LCL sont en cours au niveau de Crédit Agricole S.A. sur le périmètre *Corporate*. Ces missions permettront de bénéficier d'une méthode de notation IRBA sur le portefeuille *Corporate* dès lors que la BCE aura approuvé le changement significatif de modèle.

Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagements hors bilan comptabilisées en résultat net (coût du risque) au titre du risque de crédit. Les différentes étapes de dépréciations ("Actifs sains"- *Bucket 1* et *Bucket 2* et "Actifs dépréciés"- *Bucket 3*) sont explicitées dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables" du rapport financier annuel, au chapitre "Instruments financiers – Provisionnement pour risque de crédit".

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

✓ *Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes*

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2019	697	-	22	(1)	-	-	719	(1)	718
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(10)	-	(1)	-	11	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(9)	-	9	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	(1)	-	(10)	-	11	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	687	-	21	(1)	11	-	719	(1)	718
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	7	(1)	-	1	-	-	7	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination, ... (2)	12	-	-	-	-	-	12	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(4)	-	-	1	-	-	(4)	1	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Total	694	(1)	21	-	11	-	726	(1)	724
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2020	694	(1)	21	-	11	-	726	(1)	725
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

✓ *Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)*

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)				Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes			
Au 31 décembre 2019	25 706	(7)	-	-	-	-	25 706	(7)	25 699
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	25 706	(7)	-	-	-	-	25 706	(7)	25 699
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(5 403)	(2)	1	-	-	-	(5 402)	(2)	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	4 000	-	1	-	-	-	4 001	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(9 403)	1	-	-	-	-	(9 403)	1	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	(3)	-	-	-	-	-	(3)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	20 303	(9)	1	-	-	-	20 304	(9)	20 295
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Au 30 juin 2020	20 302	(9)	1	-	-	-	20 303	(9)	20 294
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

✓ *Actifs financiers au coût amorti : prêts et créances sur la clientèle*

en millions d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)				Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes			
Au 31 décembre 2019	116 494	(173)	11 729	(366)	2 304	(1 167)	130 527	(1 706)	128 821
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(122)	(20)	(53)	49	175	(7)	-	22	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(3 893)	14	3 893	(46)	-	-	-	(32)	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	3 845	(34)	(3 845)	86	-	-	-	52	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	(135)	-	(194)	13	329	(17)	-	(4)	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	61	-	93	(4)	(154)	10	-	6	-
Total après transferts	116 372	(193)	11 676	(317)	2 479	(1 174)	130 527	(1 684)	128 843
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	7 933	(11)	1 082	(84)	(306)	(65)	8 709	(160)	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2) (4)	24 957	(62)	2 531	(100)	-	-	27 488	(162)	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(17 024)	37	(1 445)	68	(235)	125	(18 704)	230	-
Passages à perte	-	-	-	-	(71)	58	(71)	58	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	(6)	3	-	2	(6)	5	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	14	-	(61)	-	(235)	-	(282)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	2	6	-	(15)	2	(9)	-
Total	124 305	(204)	12 758	(401)	2 173	(1 239)	139 236	(1 844)	137 392
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	3	-	3	-	189	-	195	-	-
Au 30 juin 2020 (5)	124 308	(204)	12 761	(401)	2 362	(1 239)	139 431	(1 844)	137 587
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

(4) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, LCL a accordé à la clientèle des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour 5 863M€.

(5) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée au Covid-19, LCL a accordé des reports d'échéances sur l'encours de crédit à la clientèle pour 1 164M€.

✓ *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : titres de dettes*

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

✓ *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : prêts et créances sur les établissements de crédit*

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

✓ *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : prêts et créances sur la clientèle*

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

✓ Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

en millions d'euros	Engagements sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)				Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes			
Au 31 décembre 2019	18 095	(39)	1 425	(36)	134	(18)	19 656	(93)	19 563
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(86)	(2)	100	4	(14)	-	-	2	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(405)	1	405	(5)	-	-	-	(4)	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	303	(3)	(303)	9	-	-	-	6	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	(3)	-	(3)	-	6	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	19	-	1	-	(20)	-	-	-	-
Total après transferts	18 009	(41)	1 525	(32)	122	(18)	19 656	(91)	19 565
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(121)	4	25	(5)	(30)	(5)	(126)	(6)	-
Nouveaux engagements donnés (2)	6 566	(14)	661	(22)	-	-	7 227	(36)	-
Extinction des engagements	(6 687)	18	(636)	23	(99)	14	(7 422)	55	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	(6)	-	(19)	-	(25)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	69	-	69	-	-
Au 30 juin 2020	17 888	(37)	1 550	(37)	92	(23)	19 530	(97)	19 433

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

✓ Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

en millions d'euros	Engagements sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)				Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes			
Au 31 décembre 2019	9 273	(16)	245	(30)	250	(64)	9 768	(110)	9 658
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(12)	(1)	(7)	1	19	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(55)	-	55	(2)	-	-	-	(2)	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	47	(1)	(47)	3	-	-	-	2	-
Transferts vers Bucket 3 (1)	(4)	-	(16)	-	20	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	1	-	(1)	-	-	-	-
Total après transferts	9 261	(17)	238	(29)	269	(64)	9 768	(110)	9 658
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	35	(1)	7	-	10	3	52	2	-
Nouveaux engagements donnés (2)	1 565	(2)	45	(2)	-	-	1 610	(4)	-
Extinction des engagements	(1 528)	2	(38)	2	(23)	14	(1 589)	18	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	1	-	1	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	(1)	-	(14)	-	(15)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts en actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(2)	(1)	-	1	33	2	31	2	-
Au 30 juin 2020	9 296	(18)	245	(29)	279	(61)	9 820	(108)	9 712

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

Qualité des encours

Marché des entreprises

Les encours de crédit aux entreprises progressent fortement notamment liés à l'octroi massif de PGE au second trimestre 2020. Sur les six premiers mois de l'année 2020, la qualité du portefeuille (hors défaut et non notés) se dégrade avec 70% contre 74% à fin 2019 pour les encours en *Investment grade*.

Répartition du portefeuille entreprises hors défaut et hors non notés

(en %)	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Investment grade (note A+ à C-)	70%	74%	74%
Non Investment grade (note D+ à D-)	27%	24%	24%
Sensibles (note E+ à E-)	3%	2%	2%
Total	100%	100%	100%

source Bâle II

Marché des particuliers et des professionnels

Sur le marché des particuliers et des professionnels, la répartition du portefeuille reste stable.

L'amélioration du risque est tirée par le marché des professionnels, où le rehaussement des notes (IRPRO) est principalement lié à l'octroi massif de reports et de PGE.

Répartition des encours particuliers et professionnels hors défaut et hors non notés

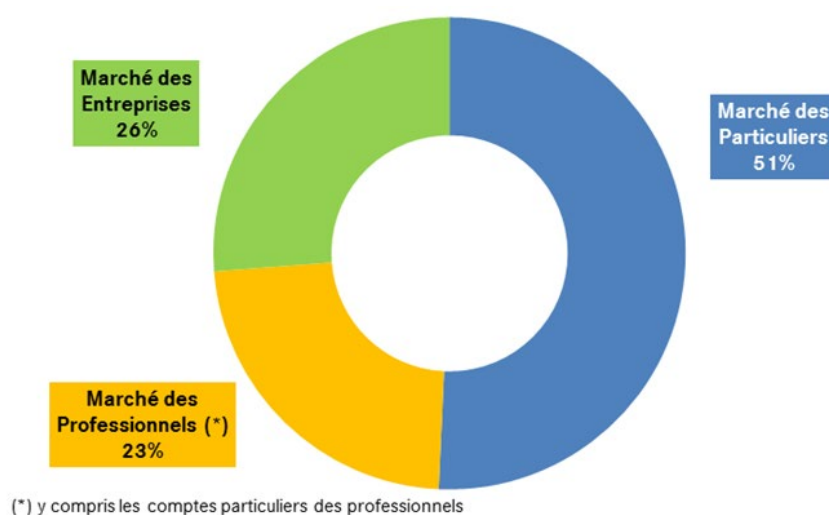
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Risque modéré	85%	83%	84%
Risque moyen	12%	14%	13%
Risque sensible	3%	3%	3%
Total	100%	100%	100%

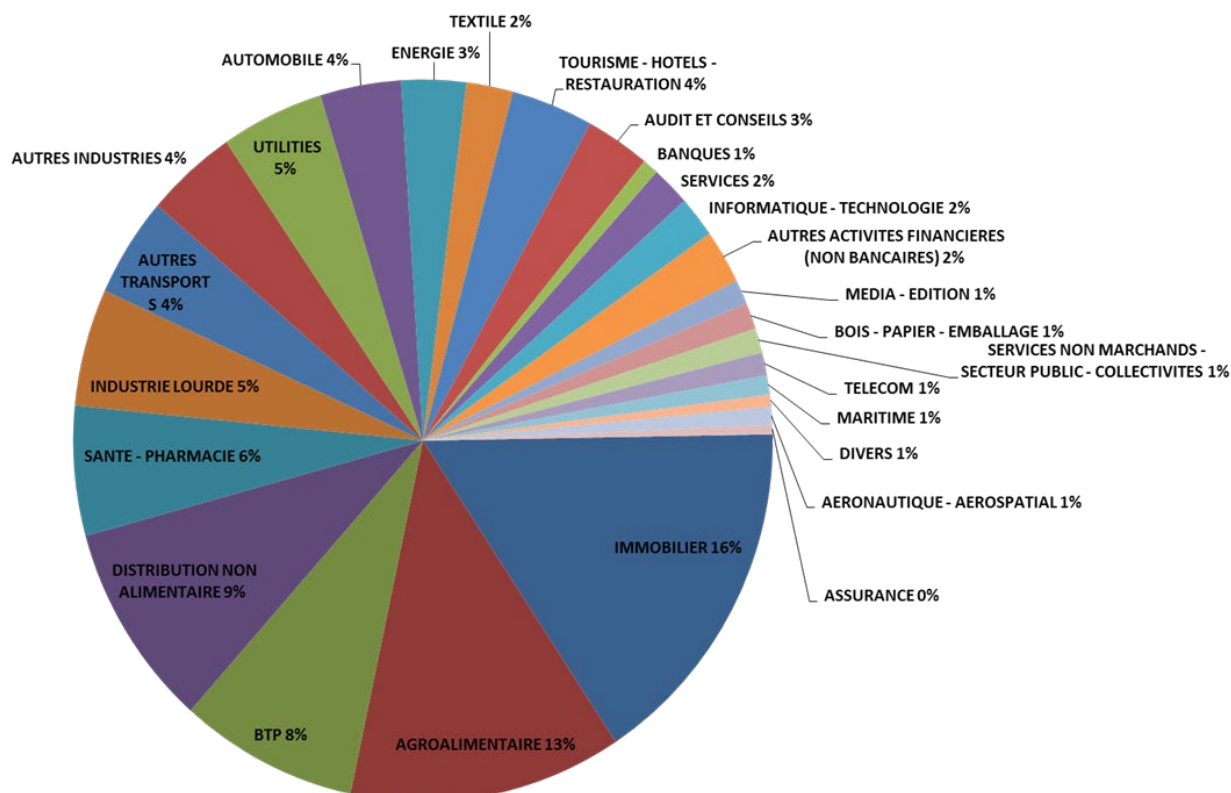
source Bâle II

✓ Concentration

Répartition des engagements commerciaux par marché (source Bâle 2)

Le graphique ci-après présente la répartition des engagements par nature de clientèle. Cette répartition demeure relativement stable.



Ventilation des engagements commerciaux par filière d'activité économique (marché des entreprises)

Sur le marché des entreprises, six filières identifiées comme étant plus particulièrement à risque dans le cadre de la crise Covid 19 font l'objet d'un suivi spécifique. Il s'agit des filières :

- Aéronautique
- Automobile
- Distribution non alimentaire
- Hôtellerie, Tourisme, Restaurant
- Intérim
- Textile.

✓ *Coût du risque*

Le niveau des créances douteuses et litigieuses (CDL) est en hausse de 3 points de base, passant de 1,59% fin décembre 2019 à 1,62% fin juin 2020.

Sur le marché *Retail*, le taux de CDL est passé de 1,29% fin décembre 2019 à 1,27% au 30 juin 2020, avec une hausse des engagements CDL de 33 M€.

Sur le marché des entreprises, les CDL enregistrent une hausse de 156 M€. Le taux de CDL s'établit à 2,63%, soit +16 points de base par rapport à décembre 2019.

Le coût du risque de la Banque de proximité LCL représente une charge nette de 221 M€, contre 94,8 M€ au premier semestre 2019. Il intègre l'estimation de l'impact de la crise sanitaire à travers la prise en compte de la mise à jour des scénarios macro-économiques post COVID 19, qui se traduit par une dotation de 91 M€ sur le premier semestre 2020.

A fin juin 2020, le taux de coût du risque sur engagements (représentant la charge nette constatée au premier semestre 2020 sur le risque, rapportée aux engagements clientèle totaux incluant les encours de crédit et les engagements de financement et de garantie) est en hausse à 0,21% contre 0,14% à fin décembre 2019.

Le taux de couverture prudentiel est stable à 84,1% à la fin du premier semestre 2020, contre 84,3% à fin 2019.

- *Application de la norme IFRS9*

- ✓ *Évaluation du risque de crédit*

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus

Le groupe a utilisé trois scénarios principaux pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS9 avec des projections à l'horizon 2022.

Ces trois scénarios intègrent des hypothèses différenciées quant aux impacts de la crise de la Covid-19 sur l'économie, fonctions du caractère plus ou moins rapide et complet du retour à la normale de la mobilité, de l'activité et de la consommation, et dépendant en grande partie des évolutions sanitaires, aujourd'hui encore très incertaines. La solidité de la confiance des agents économiques est également décisive : selon les anticipations sur le plan sanitaire, économique et de l'emploi, elle conduit à des comportements d'attentisme et de précaution plus ou moins marqués qui déterminent en conséquence la propension des ménages à consommer l'épargne abondante accumulée durant le confinement et la capacité des entreprises à engager des investissements. L'ampleur, l'efficacité et le calendrier des mesures de soutien de relance gouvernementales ont également un impact important sur l'évolution de l'activité.

1/ Le **premier scénario** décrit une sortie de crise graduelle mais pas synchronisée, car le retour à une parfaite mobilité s'opère à des rythmes différenciés selon les pays. Il suppose qu'il n'y a pas véritablement de deuxième vague de l'épidémie

Après une phase de confinement stricte en France et en zone euro (mars-mai), s'opère un déconfinement progressif (mai-juin) et une reprise de l'activité dans la plupart des secteurs. Des contraintes liées au respect des règles sanitaires et à des mesures restrictives subsistent dans certains secteurs. Les restrictions d'activité et de mobilité ont produit un double choc, sur l'offre et sur la demande, qui a entraîné une chute violente de l'activité sur la période de confinement. De manière largement mécanique, le rebond, amorcé à l'articulation des deuxième et troisième trimestres 2020 du fait de la levée des contraintes, est très marqué durant l'été.

Grâce à des conditions sanitaires largement améliorées et la menace d'un retour en force du virus écartée, la confiance ainsi retrouvée des ménages conduit à un rattrapage important de la consommation en biens permis par l'utilisation du surplus d'épargne «forcée» constitué pendant la période de confinement. La dégradation des capacités de production reste très limitée grâce aux mesures de soutien, ce qui permet de préserver l'emploi et le revenu des ménages. La fin de l'incertitude et une meilleure visibilité sur leurs débouchés permet également aux entreprises de reprendre plus rapidement leurs investissements. Cela se traduit par une récession très marquée en 2020 en moyenne annuelle (-7% en France) et une croissance qui reste solide en 2021 et 2022 (respectivement de +7,3% et +1,8%), avec la majeure partie du rattrapage de l'activité effectuée néanmoins en 2020. Ainsi le PIB réel de 2022 dépasse de 1,6% son niveau de 2019.

Grâce aux mesures de soutien, destinées à contenir les effets récessifs et les difficultés financières des agents économiques, l'impact sur le chômage en France reste limité.

Dans ce contexte, l'inflation reste très faible et atteint seulement 1% en moyenne en 2022 en France (0,3% en 2020 et 0,6% en 2021).

En conséquence, la BCE maintient durablement une politique résolument accommodante, afin de maintenir des conditions financières et de liquidité favorables et éviter toute fragmentation de la zone euro. Ainsi, les taux d'intérêt restent durablement très bas. Cela, combiné au signal fort que constitue le lancement du fonds de relance européen financé par des émissions communes, permet de contenir les écarts des taux souverains européens avec le *Bund* allemand. L'OAT 10 ans reste environ 50 points de base au-dessus du *Bund*.

2/ Le **deuxième scénario** implique une chute de l'activité dont le chiffrage se révèle finalement plus négatif au deuxième trimestre, et une récupération moins rapide de l'économie sur la fin de l'année 2020

Par la suite, une reprise graduelle, encore solide début 2021, puis qui se modère progressivement, permet de retrouver le niveau d'activité de 2019 à la fin de l'année 2022.

Le profil très contrasté de l'évolution de l'activité en 2020, conduit en France à une reprise graduelle de la production aux 3ème et 4ème trimestres 2020. On observe un recul du PIB légèrement plus fort que dans le scénario n°1 (-7,2% dans le cas de la France) suivi d'une reprise marquée en 2021 et 2022 (hausse du PIB respectivement + 5,9% et +1,5%).

3/ le **troisième scénario** est caractérisé par un repli de l'activité un peu plus fort au deuxième trimestre et une sortie de crise très poussive. La résurgence de l'épidémie conduit à un reconfinement général, désormais peu probable, de deux mois à l'automne et la levée des restrictions s'opère progressivement sur la fin 2020. Au total, les périodes de déconfinement ne sont pas assez durables pour permettre un retour à la normale. L'activité ne se redresse que partiellement au cours des périodes trop brèves de déconfinement. Les ménages adoptent des comportements de précaution et conservent leur épargne aux dépens de la consommation et, faute de visibilité sur leurs débouchés, les entreprises retardent leurs investissements. En France, le PIB se contracte d'environ -15% en moyenne annuelle en 2020. La reprise graduelle est différée courant 2021 mais le niveau tendanciel d'activité est grevé par une hausse plus forte du chômage et la destruction de capacités de production, malgré des mesures de soutien, très lourdes sur les finances publiques. Le PIB français affiche néanmoins des taux de croissance élevés en 2021 et 2022 (+6,6% et +8% respectivement), en raison d'effets de base favorable fin 2020 et début 2021. En 2022, l'activité reste inférieure de plus de 2% à son niveau de 2019.

Mesures de soutien : A noter que le processus de projection des paramètres de risque a été révisé afin de mieux refléter l'impact des dispositifs gouvernementaux dans les projections. Cette révision a pour conséquence d'atténuer la soudaineté de l'intensité de la crise et de la diffuser sur une période plus longue (3 ans).

Les variables portant sur le niveau des taux d'intérêt et plus généralement toutes les variables liées aux marchés de capitaux, n'ont pas été modifiées car leurs prévisions intègrent déjà structurellement les effets des politiques de soutien

Scénarios filières et locaux : des compléments sectoriels établis au niveau local (*forward looking local*) peuvent compléter les scénarios macroéconomiques définis en central.

En intégrant les *forward looking* locaux sur le périmètre bilan et hors bilan, la part des provisions B1/B2 d'une part (provisionnement des encours sains) et des provisions B3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) représente respectivement 36% et 64% du stock total de provisions au 30/06/2020.

En terme de coût du risque (221M€), la part des dotations nettes de reprises de provisions B1/B2 représente 34% du coût du risque au 30/06/2020 contre 66% pour la part B3.

✓ Évolution des ECL

L'évolution de la structure des encours et des ECL au cours de la période est détaillée dans les tableaux du chapitre "Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période" présenté ci-avant. Les commentaires ci-dessous portent sur le périmètre des actifs financiers au coût amorti (prêts et créances sur la clientèle) qui représente 90% des corrections de valeurs pour pertes.

Structure des encours

Au premier semestre 2020, les encours sains (*bucket 1* et *2*) correspondent à 98,3% du total des expositions (vs 98,2% au 1^{er} janvier). Suite aux nombreuses mesures gouvernementales (notamment la mise en place des prêts garantis par l'Etat), les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 n'ont eu qu'un impact modéré sur la notation des encours. On constate ainsi une progression du *bucket 1* de 7,8 milliards d'euros qui représente un poids relatif de 89,2% des expositions totales identique à celui de début d'année, alors que les encours du *bucket 2* progressent de 1 milliard d'euros pour atteindre un poids relatif de 9,2%, vs 9% au 1^{er} janvier de l'année.

Le taux des créances dépréciées (*Bucket 3*) reste quasiment inchangé à 1,7% à fin juin (vs 1,8% au 1^{er} janvier) sur le périmètre.

Évolution des ECL

Les corrections de valeur pour perte augmentent de 12% sur les *bucket 1* (+31 M€) et *bucket 2* (+35 M€) du fait de la mise à jour des scénarios macro-économiques tenant compte des effets anticipés de la crise sanitaire et d'un renforcement du provisionnement au titre du *Forward Looking* local sur les filières économiques les plus impactées. Il en résulte un taux de couverture en progression de 0,15% fin 2019 à 0,16% à fin juin sur le *bucket 1* et de 3,12% à 3,14% sur le *bucket 2*.

Les provisions individuelles sur dossiers en défaut augmentent pour leur part de 72 M€ pour atteindre un stock total de 1 239 M€ ; le taux de couverture des créances dépréciées atteint ainsi 52,46% (vs. 50,65% fin 2019) et 78,07% (vs. 74,05%) en incluant toutes les provisions pour risque de crédit.

2. Risque de marché

Le risque de marché se définit comme le risque de perte liée à l'évolution des prix de marché. LCL ne disposant d'aucune activité spéculative ou de gestion dite active, la banque n'est exposée à ce risque que de façon résiduelle sur son portefeuille titres, sur sa position de change opérationnelle et sur les opérations de marchés réalisées pour le compte de la clientèle, systématiquement couvertes.

• Principales évolutions au cours du premier semestre 2020

Politique et objectifs de gestion du risque

La politique et les objectifs de gestion du risque de marché restent globalement inchangés depuis fin 2019.

Gestion du risque

✓ Organisation et dispositif de suivi du risque

L'organisation et le dispositif de suivi du risque de marché n'ont pas subi d'évolution depuis fin 2019.

✓ Méthodologie et système de mesure et d'encadrement du risque

La méthodologie et le système de mesure et d'encadrement du risque de marché, sur le périmètre géré par LCL, restent inchangés depuis fin 2019.

Exposition

✓ Opérations pour compte de la clientèle

Le risque de marché chez LCL provient de l'adossement systématique et quasi parfait, auprès de CA- CIB, des opérations dérivées réalisées pour le compte de la clientèle.

Les fluctuations de la VaR des dérivés réalisés pour le compte de la clientèle ne sont pas dues à un changement significatif de l'activité mais sont liées aux variations de la position découlant des écarts entre le taux au jour le jour et principalement les taux Euribor (*spreads OIS BOR*).

(en millions d'euros)	30/06/2020	MIN	MAX	MOY	31/12/2019	Limite
Sensibilité à 1 bp des opérations dérivées réalisées pour le compte de la clientèle	0,04	-0.21	0.16	-0.002	0,06	NA
VAR des opérations dérivées réalisées pour le compte de la clientèle	0,17	0.12	0.04	0,07	0,11	NA

✓ *Portefeuille de titres*

L'organisation et la composition du portefeuille de titres reste du même ordre depuis fin 2018.

Des indicateurs de stress sur le portefeuille d'investissement et de *private equity* complètent le dispositif de mesure des risques.

✓ *Risque de change*

L'organisation et le dispositif de suivi du risque de change n'a pas été sensiblement modifié depuis fin 2019.

Au 30 juin 2020, la position de change opérationnel de LCL s'élève à 4,97 M€ et est constituée des marges des opérations réalisées par le réseau et des intérêts des opérations de trésorerie (prêts/emprunts) en devises.

3. Risque de gestion de bilan : risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne le risque pour l'entreprise de ne pas respecter ses engagements financiers en temps opportuns et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

La gestion de ce risque est assurée par la Gestion financière dont les missions sont de :

- veiller à la bonne adéquation, en montant et en durée, des emplois et des ressources,
- assurer le respect des contraintes de liquidité réglementaires,
- vérifier le respect des normes Groupe et des limites en matière de liquidité,
- envisager des *scenarii* de crise de liquidité et définir la continuité de l'activité.

● *Principales évolutions au cours du premier semestre 2020*

Politique et objectifs de gestion du risque

La Gestion financière de LCL a un objectif permanent : l'optimisation du refinancement dans le respect de la réglementation et des règles fixées par le groupe Crédit Agricole. Le risque de liquidité est encadré par des limites fixées par le Comité des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. et l'organe de surveillance de LCL. Ces limites portent sur les principaux indicateurs de liquidité, tels que définis dans une norme Groupe.

Gestion du risque

✓ *Organisation et dispositif de suivi*

Le dispositif de gouvernance du risque de liquidité et l'organisation du refinancement n'ont pas subi d'évolution depuis fin 2019.

✓ *Méthodologie et systèmes de mesure*

Les méthodes de mesure et d'analyse du risque de liquidité de LCL sont définies par Crédit Agricole S.A.

La mesure quantitative et qualitative des risques est communiquée aux organes de gouvernance de LCL lors de comités dédiés.

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe LCL.

✓ *Gestion de la liquidité pendant la crise liée à la COVID-19*

Dès l'annonce du confinement et du fait de la forte volatilité des marchés, (tensions en matière de refinancement CT et MLT), Crédit Agricole S.A. a décidé de déclencher le plan d'urgence Liquidité (PUL) du Groupe au niveau jaune (classement en trois niveaux selon la gravité : jaune, orange, rouge) et a demandé aux principales entités du Groupe de faire de même. LCL a donc activé son propre plan d'urgence liquidité au même niveau, à titre de précaution.

Dans ce cadre, un comité de crise de liquidité (CCL) hebdomadaire a été mis en place, en présence des dirigeants de LCL, du Directeur des Risques de LCL et d'un représentant de la Direction Financière de Crédit Agricole S.A. (responsable de la liquidité et du refinancement Groupe).

Les différentes actions mises en place durant cette période de crise sanitaire sont les suivantes :

- pilotage resserré de la liquidité avec la mise en place d'un suivi quotidien détaillé des ressources clientèles et des crédits. Les tirages des lignes de crédit à la clientèle et la mise en place des PGE et des reports d'échéance ont fait l'objet d'une surveillance particulière ;
- projections du déficit crédit collecte (DCC) avec un focus par marché ;
- augmentation des réserves de liquidité de LCL avec d'une part un rechargement de créances immobilières dans le *Pool* de gestion globale des garanties (*Pool 3G*) en début de crise, et d'autre part l'impact des mesures BCE d'assouplissement des règles d'éligibilité et de décotes des créances ;
- pilotage du ratio LCR à un niveau supérieur au niveau réglementaire ;
- tirages *Long Term Refinancing Operations (LTRO)*, échéance 24 juin, dont une quote-part a été reprêtée à Crédit Agricole S.A. ;
- participation, par l'intermédiaire de Crédit Agricole S.A., au refinancement *Targeted Longer-Term Refinancing Operations (TLTRO) III* à hauteur de 10 G€ et transfert partiel des créances commerciales du *Pool 3G* de LCL vers le *Pool 3G* de Crédit Agricole S.A. ;
- envoi hebdomadaire à la BCE du *reporting* de crise liquidité (*Single Supervisory Mechanism Liquidity*).

L'évolution de la crise sanitaire et le bon niveau des indicateurs de liquidité ont conduit LCL, en concertation avec Crédit Agricole S.A., à lever le plan d'urgence liquidité fin mai.

Exposition

La situation de liquidité au 30 juin 2020 fait apparaître un excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables de 19 936 M€, en hausse de 12 117 M€ par rapport à fin décembre 2019. Cette variation s'explique principalement par la levée de refinancement à moyen et long terme se décomposant ainsi :

- Nouveaux emprunts TLTRO par l'intermédiaire de Crédit Agricole S.A. à hauteur de 11 G € à fin juin (dont 10 G€ de TLTRO3 'COVID 19') ;
- LCL a levé auprès de Crédit Agricole S.A. 674 M€ et auprès de la CRH 227 M€ d'emprunts garantis par des créances immobilières ;
- Pour respecter un niveau de Fonds propres cible, LCL a réalisé, en juin 2020, une émission de titres senior non-préférée entièrement souscrite par Crédit Agricole S.A. à hauteur de 400 M€.

De plus, LCL a émis sur le marché 1 449 M€ de titres négociables à moyen/long terme.

Parallèlement, le déficit crédit collecte (DCC) s'est réduit de 756 M€.

Au cours du premier semestre 2020, le ratio réglementaire de liquidité court terme (LCR consolidé) a été respecté en permanence, avec un ratio moyen quotidien de 131% et un minimum de 105% (supérieur à l'obligation réglementaire de 100% et conforme à l'objectif de gestion revu à l'aune de la crise).

● *Perspectives d'évolution au second semestre 2020*

Au second semestre, LCL poursuivra un suivi resserré de sa liquidité (suivi quotidien, projections). Par ailleurs, le transfert des créances du *pool 3G* LCL vers le *pool 3G* Crédit Agricole S.A. sera finalisé courant juillet.

Enfin, LCL se mettra en ordre de marche pour intégrer le projet ECMS (*Eurosystem Collateral Management System*), projet dont l'objectif est la mise en place d'une plateforme commune qui remplacera les 19 systèmes de gestion du collatéral actuellement utilisés par les banques centrales nationales (BCN) de l'Eurosystème ; la mise en production est prévue en novembre 2022.

4. Risque de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global (RTIG)

• Principales évolutions au cours du premier semestre 2020

Politique et objectifs de gestion du risque

Dans un contexte de taux durablement bas et compte tenu de son exposition structurellement défavorable à la baisse des taux en tant que banque de détail, LCL a continué à porter une position de transformation au cours du premier semestre 2020, dans le respect des limites globales et opérationnelles définies par le Groupe.

Gestion du risque

✓ Organisation et dispositif de suivi du risque

En 2020, l'organisation et le dispositif de suivi du risque de taux est inchangé par rapport à 2019.

✓ Méthodologie et système de mesure et d'encadrement du risque

Les méthodes de mesure et d'analyse du risque de taux sont définies par Crédit Agricole S.A.

La mesure quantitative et qualitative des risques est communiquée aux organes de gouvernance de LCL lors de comités dédiés.

Depuis l'arrêté de janvier 2020, l'outil PALMA est l'outil de référence pour la production des indicateurs relatifs au risque de taux.

✓ Mesures liées à la Covid-19 sur le risque de taux

La mise en place des PGE a augmenté la position prêteuse sur 1 an (+5,9 G€ à fin juin 2020).

Parallèlement, conformément aux préconisations du Groupe, le TLTRO III souscrit est considéré à taux fixe sur la période juin 2020/juin 2021, ce qui augmente la position emprunteuse sur cette même période. Les deux effets n'étant pas complètement synchronisés, le Gap de taux fixe est temporairement plus emprunteur sur 1 an. La limite globale sur ce pilier a été revue en conséquence.

Le Gap d'index Eonia/€ster est quant à lui impacté par les TLTRO post-juin 2021 et jusqu'en 2023. Les limites opérationnelles ont été revues en conséquence.

✓ Politique de gestion des risques

Au 1er semestre 2020, conformément à l'orientation de gestion décidée, le gap synthétique s'est peu déformé. Il reste excédentaire d'actifs à taux fixe, sur les dix premières années en moyenne. Inversement pour les paliers à partir de quinze ans, la position s'accroît vers un excédent de ressources.

Conformément à l'orientation de gestion sur l'inflation, LCL n'a pas mis en place de nouvelles couvertures et les limites inflation ont été rehaussées de même que les limites en sensibilité VAN globale.

Un suivi de la relation de macro couverture "générationnelle" est maintenu afin de prendre en compte l'inefficacité liée aux renégociations et remboursements anticipés.

Exposition

Au 30 juin 2020 :

- la sensibilité du PNB sur la première année à un choc défavorable de 1% représente -4,2% du PNB,
- la sensibilité de la valeur actuelle nette du gap synthétique à un choc défavorable de 2% sur les 30 prochaines années représente -1,7% des fonds propres prudentiels sur l'exposition en euros.

Le RTIG est par ailleurs très peu sensible aux variations des devises autres que l'euro.

• Perspectives d'évolution au second semestre 2020

Une revue des modèles livrets par le Groupe est attendue au 2ème semestre 2020 et conduira vraisemblablement à réduire le gap emprunteur inflation.

5. Risques opérationnels

Le risque opérationnel se définit comme l'ensemble des incidents pouvant résulter de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, aux ressources humaines, à des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

• Principales évolutions au cours du premier semestre 2020

Politique et objectifs de gestion du risque

Les éléments constitutifs d'une politique générale au titre du risque opérationnel sont intégrés dans la stratégie des risques de LCL. Ce document reprend, pour les principaux risques auxquels est exposé LCL, le profil de risque et les actions prioritaires adaptées aux évolutions des risques opérationnels.

Chaque année, les seuils de la stratégie des risques opérationnels sont actualisés à l'appui des orientations fixées par l'appétence aux risques de LCL.

En décembre 2019, le Conseil d'administration a validé le seuil à partir duquel il souhaite être informé des incidents opérationnels significatifs, conformément aux articles 98 et 245 de l'arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne. Ce seuil, indexé sur les fonds propres de base, n'a pas été atteint au cours du premier semestre 2020.

Gestion du risque

✓ Organisation et dispositif de suivi

L'organisation et le dispositif de gestion des risques opérationnels n'ont pas connu d'évolution depuis fin 2019.

✓ Méthodologie et système de mesure du risque opérationnel

Depuis fin 2019, la méthodologie de mesure du risque opérationnel est également inchangée. Toutefois, depuis le début de l'année et par dérogation à tous les autres éléments quantitatifs du RO, les indicateurs d'appétence aux risques opérationnels sont calculés en date comptable et non plus en date de détection.

Le système de mesure du risque opérationnel s'est quant à lui renforcé, avec notamment la rationalisation de processus de rapprochement comptabilité / risques opérationnels et des aménagements complémentaires portant sur les agrégats communs entre comptabilité et risques opérationnels.

Suite à la révision de la note de procédure relative à la cartographie des risques opérationnels, le processus d'accompagnement du changement se finalise avec la campagne 2020 ; après une présentation des évolutions auprès de ses principaux animateurs et relais, un mode opératoire a été diffusé, reprenant les règles détaillées d'utilisation de l'outil dans le strict respect de la méthodologie Groupe et les spécificités de LCL en matière de prise en compte notamment du risque PSEE et externalisation.

Exposition

✓ Collecte des pertes

Le dispositif de collecte des pertes opérationnelles repose principalement sur des données issues de la comptabilité pour en assurer l'exhaustivité.

Au premier semestre 2020, le coût net du risque opérationnel cumulé, calculé en date de détection de l'incident (pertes + dotations aux provisions – reprises – récupérations) s'élève à 18,4 M€. Il représente 1,10% du produit net bancaire. Ce coût ressort en hausse de 0,4 M€ par rapport au premier semestre 2019. Le risque opérationnel pur, calculé en date de détection de l'incident, est à 15 M€, en hausse de 2,7 M€ par rapport à 2019, du fait de la hausse de la fraude monétique (0,9 M€) et des coûts opérationnels liés à la crise pandémique COVID-19 (3 M€).

Sous l'impulsion des régulateurs et du Groupe, une collecte spécifique des coûts liés à la crise COVID a en effet été réalisée selon les règles Groupe. Au 30 juin, l'impact RO COVID est estimé à 5,2 M€, en partie comptabilisé et collecté pour 3 M€.

Par ailleurs, le coût net du risque opérationnel frontière avec le crédit (ROF crédit), calculé en date de détection de l'incident ressort à 3,4 M€, en baisse de 2,2 M€ (semestre à semestre) en raison principalement de l'absence d'enregistrement de nouveau cas de fraude interne (baisse de 1,9 M€) et de la revue unitaire du taux de provisionnement des principaux dossiers de fraude documentaire (baisse de 0,5 M€).

✓ *Cartographie annuelle des risques opérationnels*

La cartographie des risques opérationnels 2019 portant sur 483 processus, dont 21 jugés critiques et 32 jugés sensibles, a été présentée en février 2020 au Comité des risques opérationnels, qui a examiné les différents plans d'actions.

• *Perspectives d'évolution au second semestre 2020*

La stratégie des risques sera actualisée en prenant notamment en compte les indicateurs et seuils retenus dans le cadre de l'appétence aux risques.

La campagne des scénarios de risques majeurs va s'appuyer sur un nouvel outil Groupe sous forme de *workflow*, administré par l'équipe Risques opérationnels de LCL au même titre que les outils Europa (cartographie) et Olimpia (collecte).

Risques SI et Continuité d'activité

• *Principales évolutions au cours du premier semestre 2020*

Le dispositif de contrôle interne n'a pas connu de modifications significatives pendant le premier semestre par rapport à celui existant à fin 2019.

✓ *Gestion de la crise COVID*

Dès l'apparition de la crise, LCL a activé sa cellule de veille sanitaire qui s'est réunie à 12 reprises depuis fin janvier 2020. La cellule de crise de LCL s'est également réunie à fréquence très rapprochée à compter de fin février 2020 et a pris des décisions d'organisation pour permettre la continuation des activités essentielles.

Ainsi les équipes assurant les activités les plus sensibles ont été dédoublées en utilisant les sites de repli. Cette mesure a permis de retarder la propagation de l'épidémie aux équipes sensibles puis des mesures alternatives ont été décidées (augmentation du nombre de connexions à distance, mise en œuvre du travail à distance, dotations en PC portables, possibilité de travailler sur des postes fixes à distance).

Sur le plan de la sécurité du SI LCL a utilisé des solutions techniques éprouvées et sécurisées pour la connexion à distance des collaborateurs LCL.

Durant toute la durée de la crise, les activités essentielles de LCL ont été assurées et il n'y a pas eu d'élévation de la menace cybercriminelle pour LCL ni d'incidents de sécurité majeurs avérés.

• *Perspectives d'évolution au second semestre 2020*

Suite à la crise, LCL a décidé d'adapter les plans de continuité d'activité (PCA) à la nouvelle donne (technique, organisationnelle). Pour ce faire, une mission d'organisation a été lancée pour définir la cible du futur PCA de LCL pour fin juillet, en vue de décisions du Comex en septembre puis une mise en œuvre par lots, pour la fin 2020. Cette mission conduira à des simplifications et à une diminution importante des positions de repli physiques compte tenu des nouvelles possibilités techniques. Dans le même temps, une étude concernant le télétravail a été lancée par la Direction des ressources humaines (DRH).

6. Risques juridiques

Au 30 juin 2020, il n'existe aucun fait majeur nouveau susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de LCL. Les risques juridiques décrits dans le rapport annuel 2019 n'ont pas connu d'évolution notable. La situation des principales procédures judiciaires en cours est la suivante :

- affaire américaine : sur la base d'une nouvelle jurisprudence de la Cour d'appel fédérale de février 2018 ayant modifié les standards exigés pour qu'une banque puisse être reconnue responsable de financement de terrorisme, le juge a permis à LCL de déposer une 3^{ème} "*motion for Summary judgment*", demandant à la Cour de reconsidérer l'opportunité d'ouvrir un procès sur le fond. En mars 2019, la Cour a accordé le bénéfice du *Summary judgment à LCL*, jugeant qu'il n'y avait pas matière à l'ouverture d'un procès sur le fond. La partie adverse a aussitôt interjeté appel contre cette décision. Les plaidoiries ont eu lieu le 11 mai 2020. La date du délibéré n'est pas encore connue.
- affaire EIC : le 29 janvier 2020, la Chambre commerciale de la Cour de cassation a rendu un arrêt de cassation partielle de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 qui avait confirmé à l'endroit de LCL la sanction décidée par l'Autorité de la concurrence. La Cour d'appel est sanctionnée pour avoir méconnu le principe d'interprétation stricte de restriction de la concurrence par objet. La Cour d'appel de Paris, autrement composée, a été saisie sur renvoi après cassation par LCL le 13 mars 2020. Les débats seront limités au fond sur la qualification de l'accord. L'arrêt de la Cour de cassation a eu pour effet de replacer les parties dans l'état où elles se trouvaient avant l'arrêt de la Cour d'appel de Paris de 2017, c'est-à-dire que la décision de l'Autorité de la Concurrence du 20 septembre 2010 retrouve à s'appliquer jusqu'à ce qu'elle soit confirmée ou annulée par la Cour d'appel de renvoi. LCL, qui s'est acquitté des sommes mises à sa charge en son temps ne doit rien et reste dans l'attente de la fixation du calendrier.

7. Risques de non-conformité

Le dispositif de maîtrise du risque de non-conformité de LCL découle de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement. S'ajoutent à ces dispositions réglementaires, les règles de conformité issues du corpus FIDES du groupe Crédit Agricole.

La conformité aux dispositions législatives et réglementaires, européennes et nationales imposée aux banques, implique entre autres des obligations de moyens. Pour ce faire, les effectifs de LCL sur le périmètre du contrôle interne, notamment celui de la ligne métier Conformité ont été nettement renforcés et une nouvelle organisation sur ledit périmètre a été mise en place. Des moyens tels que l'acquisition de nouveaux outils et la refonte de certains *process* et procédures ont été mis en œuvre. La mise en conformité réglementaire qui participe à sécuriser l'activité de LCL et à limiter le risque de réputation s'inscrit dans la stratégie du groupe Crédit Agricole.

La conformité du groupe Crédit Agricole a lancé en 2019 le projet *Smart Compliance* pour les 3 années à venir. Ce projet se décline autour de deux axes :

- l'un défensif autour du respect de la réglementation et de la sauvegarde de l'image ;
- l'autre offensif sur l'efficacité opérationnelle et la loyauté vis-à-vis du client.

Smart compliance s'inscrit totalement dans le Projet Groupe 2022 avec notamment l'ambition de simplifier et fluidifier l'ensemble des processus Métiers, d'intégrer la conformité de manière native dans la digitalisation des parcours clients et de développer l'innovation.

Organisation

La Direction de la conformité de LCL met en œuvre une organisation, des moyens humains et matériels afin de remplir sa mission à savoir veiller au respect des obligations réglementaires, en vue de couvrir les risques répartis dans les catégories suivantes :

- Protection de la clientèle ;
- Protection des marchés ;
- Déontologie ;
- Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme et sanctions internationales ;
- Fraude interne et externe ;
- Protection des données personnelles ;
- Transparence fiscale.

Cette organisation intègre également le processus qui encadre les nouvelles activités et nouveaux produits (NAP). Elle permet d'associer expertise et efficacité ainsi que la diffusion de la culture conformité.

✓ *Protection de la clientèle*

En charge du contrôle de la bonne mise en œuvre des réglementations propres à la protection de la clientèle sur l'ensemble des marchés, le pôle participe aux travaux de déploiement ou d'adaptation des réglementations et plus globalement aux différents projets impactant la clientèle. Il s'intègre en particulier dans les activités de rédaction des procédures, d'accompagnement des métiers de LCL en charge de la définition des dispositifs opérationnels ou des offres produits et des formations. Il est en charge en outre de la cartographie des risques de non-conformité sur son périmètre et de la définition des contrôles de second niveau associés. Le suivi des réclamations clients et la prise en charge des saisines des régulateurs ou autorités de tutelle est également de son ressort.

En 2020, le principal point de vigilance a porté sur l'inclusion bancaire (fragilité financière, droit au compte, majeurs protégés) en raison d'une actualité réglementaire soutenue en lien avec la situation sociale consécutive à la crise Covid. Des travaux ont été engagés sur ces sujets avec le groupe Crédit Agricole. Par ailleurs, la mise en œuvre de l'authentification forte et des services aux *TPP (Third Party Providers)* dans le cadre de la directive DSP2 a dû s'adapter à la crise sanitaire. En lien avec ses obligations réglementaires et dans un souci de transparence, LCL a renforcé l'information auprès de ses clients en matière de tarification. Enfin les travaux autour du dispositif de contrôle de la Gestion sous mandat se sont poursuivis.

✓ *Protection des marchés*

Le pôle de protection des marchés est en charge de veiller au respect des dispositions destinées à garantir le bon fonctionnement et l'intégrité des marchés financiers (MAD, MAR, EMIR).

Le dispositif relatif à la règle *Volcker* fonctionne correctement et aucun dysfonctionnement n'a été constaté à ce jour.

En 2020, le Pôle a dû s'adapter à la hausse très significative du volume d'alertes au titre des abus de marché générées en raison des importantes fluctuations de marché.

✓ *Déontologie*

Les missions principales du pôle déontologie consistent à déterminer les règles comportementales à adopter selon l'activité des collaborateurs et à s'assurer de leur respect et application, notamment à travers la surveillance des transactions personnelles sur instruments financiers, le recensement des activités présentant des risques de conflits d'intérêts, le suivi des mandats d'administrateurs et des mandats personnels des collaborateurs, le respect des règles de déclaration des cadeaux et avantages.

Par ailleurs, en relation avec le groupe Crédit Agricole, des travaux sont menés pour déployer le dispositif anti-corruption dans le cadre de la loi Sapin 2.

Le dispositif d'Alerte (*whistle blowing*) a été revu. La refonte du dispositif d'identification des conflits d'intérêts se poursuit conformément aux directives MIF2 de janvier 2018 et IDD d'octobre 2018 et a conduit à la transposition des notes de procédure du groupe Crédit Agricole.

Enfin, LCL a intégré au titre des risques de non-conformité un nouvel indicateur lié au risque de conduite qui permet d'évaluer la maîtrise de ce risque au sein de l'établissement.

✓ *Blanchiment de capitaux, financement du terrorisme et sanctions internationales*

Le Pôle pilotage et prévention du blanchiment constitue le socle du dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) ainsi que du respect des sanctions nationales et internationales (gel des avoirs, embargo pays).

Il exerce un rôle opérationnel : analyse d'alertes relatives à des opérations présentant des risques de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme et procède à des déclarations de soupçons auprès de Tracfin le cas échéant.

Le Pôle traite également les alertes de criblage des tiers (titulaire/co-titulaires de comptes, mandataires, garants, bénéficiaires effectifs,...) par rapport aux listes de sanctions et aux listes des personnes politiquement exposées.

Les dispositifs de connaissance client et de lutte contre le blanchiment et de prévention du financement du terrorisme font l'objet de plans d'actions continus au regard de l'évolution des risques et des exigences réglementaires. Les travaux engagés sur la détection des nouveaux schémas de blanchiment et de financement du terrorisme visant à la consolidation du dispositif de LCB/FT se poursuivent en cohérence avec les actions menées par le groupe Crédit Agricole.

✓ *Fraude interne et externe*

Afin de protéger les intérêts de la banque et de ses clients, le pôle Pilotage et prévention de la fraude a pour mission de superviser les dispositifs de lutte contre la fraude déployés et d'apporter son expertise dans le traitement des cas avérés. A cet effet, un ajustement de l'organisation globale de lutte contre la fraude a été mis en place pour une meilleure lisibilité, une plus grande réactivité et une efficacité accrue.

Dans un contexte caractérisé par des attaques nombreuses et régulièrement innovantes, LCL poursuit le renforcement en 2020 de ses outils par le déploiement de nouveaux moyens technologiques, et des procédures de lutte contre la fraude, en particulier dans les domaines :

- de la fraude chèque;
- de la fraude documentaire, en relation avec l'octroi de crédit et lors de l'entrée en relation,
- de la fraude aux moyens de paiement dématérialisés (y compris Internet),
- de la fraude monétique.

Une attention particulière est portée aux actions de sensibilisation, d'animation et de communication afin d'améliorer la réactivité et la vigilance des équipes au sein des différents métiers.

✓ *Protection des données personnelles*

Le dispositif est maintenant rodé avec une organisation qui couvre l'ensemble des métiers et processus de LCL, permettant ainsi de réduire le risque de non-conformité lié à la protection des données personnelles. Chaque membre de l'équipe Protection des données personnelles est référent pour un certain nombre de processus et métiers.

Ce dispositif permet au DPO de jouer pleinement son rôle d'information, de conseil et de contrôle, notamment au travers de la validation des dossiers de sécurité informatique (MESARI) et des sujets présentés au comité NAP. Un dispositif opérationnel est prévu pour traiter les plaintes reçues de la CNIL et le signalement d'éventuelles déclarations des données à caractère personnel.

A ce jour, il n'existe aucune procédure en cours contre LCL sur cette thématique.

✓ *Transparence fiscale*

Les modèles de courriers et d'auto-certification destinée aux Personnes Physiques (PP) ont été révisés :

- finalisation de la rédaction et de la mise en forme de l'ensemble des courriers ;
- révision de l'auto-certification PP pour intégrer le nouveau traitement des US sans numéro d'identification du contribuable (TIN) (déclaration sur l'honneur).

✓ *Processus encadrant les nouvelles activités et nouveaux produits (NAP)*

Chez LCL, le Comité de mise en marché unifié (CMMU) recouvre les missions réglementaires destinées à s'assurer de la mise en œuvre du "Dispositif de contrôle de conformité des nouvelles activités et nouveaux produits" telles que définies dans l'arrêté du 3 novembre 2014.

Sous la présidence du Secrétariat général, ce comité regroupe aux côtés des membres permanents (Direction de la conformité, Direction des affaires juridiques, Direction des risques et du contrôle permanent et délégué à la protection des données personnelles) dont la présence est obligatoirement requise, l'ensemble des Directions

et métiers de LCL dans le but de renforcer la maîtrise des risques spécifiques liés au déploiement de nouveaux produits ou nouvelles activités au sein de LCL.

✓ *Diffusion de la culture Conformité*

Au-delà de garantir la conformité aux lois, réglementations, règles et normes professionnelles, la Direction de la conformité a pour ambition de promouvoir une conduite visant à s'intégrer à la stratégie, aux valeurs et au plan de développement de LCL et du groupe Crédit Agricole S.A.

Cette ambition se traduit notamment par le développement d'actions pragmatiques, destinées à renforcer l'intégration de la conformité dans les comportements des collaborateurs :

- la refonte de l'intranet Conformité a permis son enrichissement par de nouveaux contenus. L'objectif est de faciliter l'accès aux règles de conformité, et au guide de bonnes pratiques,
- le dispositif Champions conformité diffuse la culture conformité au plus près des métiers.

En 2020, le plan d'appropriation du code de conduite a été décliné. Chaque mois, une thématique est traitée via les canaux suivants :

- Kit champion
- Article dans LCL Info
- Intranet Conformité (Quiz, film...).

INFORMATIONS SOLVABILITE

Les informations relatives aux éléments suivants sont communiquées annuellement au titre du Pilier 3 dans le cadre du rapport financier annuel :

- Cadre réglementaire applicable
- Supervision et périmètre prudentiel
- Politique de capital
- Gouvernance
- Démarche ICAAP
- Adéquation du Capital

1. Fonds propres prudentiels

Situation au 30 juin 2020 - après ajustements de Pilier 2

(en millions d'euros)	30/06/2020		31/12/2019	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	5 876	5 876	5 873	5 873
Fonds propres additionnels de catégorie 1	1 400	1 400	1 400	1 400
Fonds propres de catégorie 1 (<i>Tier 1</i>)	7 276	7 276	7 273	7 273
Fonds propres de catégorie 2	1 672	1 635	1 554	1 554
Fonds propres globaux	8 948	8 911	8 827	8 827

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent 5 876 millions d'euros au 30 juin 2020 et font ressortir une progression de 3 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2019.

(en millions d'euros)	30/06/2020		31/12/2019	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Risque de Crédit	52 283	52 283	49 455	49 455
Risque de Marché	0	0	0	0
Risque Opérationnel	3 629	3 629	3 431	3 431
Total des emplois pondérés	55 912	55 912	52 886	52 886

Les emplois pondérés s'élèvent à 55 912 millions d'euros au 30 juin 2020, soit une hausse de 3 026 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2019.

Le risque de crédit est en progression de 2 828 millions sur le semestre, notamment sous l'effet de la mise en œuvre des prêts garantis par l'état.

	30/06/2020		31/12/2019	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Ratio CET1	10,5%	10,5%	11,1%	11,1%
Ratio Tier 1	13,0%	13,0%	13,8%	13,8%
Ratio Global	16,0%	15,9%	16,7%	16,6%

Le ratio CET1 pilier 2 s'élève à 10,5% au 30 juin 2020.

Actualisation des exigences réglementaires spécifiées dans le rapport financier annuel au 31/12/2019 :

- Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise de la Covid-19, la Banque centrale européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD 5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du P2R. Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres *Tier 1* dont a minima 75% de CET1.
- De nombreux pays ont relâché leur exigence de coussin contracyclique suite à la crise de la COVID-19. En ce qui concerne les expositions françaises, le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) a porté le taux de coussin contracyclique de 0,25% à 0% le 2 avril 2020.

2. Encours des TSDI

Les encours sur les titres TSDI au 30 juin 2020 sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
FR0000584997	69	69
FR0000165912	87	87

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020

CADRE GENERAL	41
1. Présentation juridique de l'entité	41
2. Organigramme simplifié du groupe Crédit Agricole	42
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	43
1. Compte de résultat	43
2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	44
3. Bilan Actif	45
4. Bilan Passif	46
5. Tableau de variation des capitaux propres	47
6. Tableau des flux de trésorerie	49
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS	51
1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisées	51
1.1 Normes applicables et comparabilité	51
2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période	55
3. Risque de crédit	56
4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	62
4.1 Produits et charges d'intérêts	62
4.2 Produits et charges de commissions	62
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	63
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	64
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	64
4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat	64
4.7 Produits (charges) nets des autres activités	64
4.8 Charges générales d'exploitation	65
4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	65
4.10 Coût du risque	66
4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs	67
4.12 Impôts	67
4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	68

5. Informations sectorielles	69
5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel	69
5.2 Information sectorielle par zone géographique	69
6. Notes relatives au bilan	70
6.1 Caisse, banques centrales	70
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	70
6.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	72
6.4 Actifs financiers au coût amorti	74
6.5 Exposition au risque souverain	76
6.6 Passifs financiers au coût amorti	76
6.7 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	77
6.8 Immeubles de placement	77
6.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	78
6.10 Écarts d'acquisition	78
6.11 Provisions techniques des contrats d'assurance	78
6.12 Provisions	79
6.13 Dettes subordonnées	80
6.14 Capitaux propres	81
7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties	83
8. Reclassements d'instruments financiers	84
9. Juste valeur des instruments financiers	85
9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti	86
9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur	90
10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements	95
11. PARTIES LIEES	95
12. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2020	95
13. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE DU 30 JUIN 2020	96

CADRE GENERAL

1. Présentation juridique de l'entité

Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Crédit Lyonnais

Siège social : 18 rue de la République - 69002 Lyon

Siège central et administratif : 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex

Nom commercial : LCL – Le Crédit Lyonnais

Forme Juridique

Le Crédit Lyonnais, fondé en 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée, a été constitué sous la forme de société anonyme le 25 avril 1872. Nationalisé le 1er janvier 1946, en exécution de la loi du 2 décembre 1945, il a été privatisé le 15 juillet 1999.

Date de constitution et durée

Sa durée, fixée primitivement à 50 ans à partir de sa constitution, a été prorogée successivement jusqu'au 31 décembre de l'an 2024.

Objet social

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet social du Crédit Lyonnais est le suivant :

"L'objet du Crédit Lyonnais consiste à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes opérations de banque et toutes opérations connexes mentionnées dans la législation en vigueur et notamment le Code monétaire et financier, en France et à l'étranger, avec toute personne, physique ou morale, de droit public ou privé, française ou étrangère, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du Crédit Lyonnais consiste également à prendre et à détenir des participations dans les entreprises, françaises ou étrangères, existantes ou en création, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du Crédit Lyonnais consiste enfin à exercer à titre habituel toute activité non bancaire dans le respect de la réglementation applicable aux banques, notamment l'activité de courtage, et en particulier le courtage d'assurances.

Pour la réalisation de son objet, le Crédit Lyonnais peut, aussi bien en France qu'à l'étranger, créer toute filiale et établir toute succursale ou agence et d'une manière générale, effectuer, tant pour son compte que pour le compte de tiers, seul ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, ou agricoles, qu'elles soient mobilières ou immobilières, dans les limites fixées par la législation et la réglementation applicables aux banques."

Registre du commerce et des sociétés et code APE

RCS Lyon : 954 509 741

Siret : 954 509 741 000 11

APE/NAF : 6419 Z

Conformément aux dispositions de l'article L.233-3 du code de commerce, le capital social du Crédit Lyonnais étant détenu à hauteur de 95,56 % par Crédit Agricole S.A., Crédit Lyonnais est contrôlé par Crédit Agricole S.A.

2. Organigramme simplifié du groupe Crédit Agricole

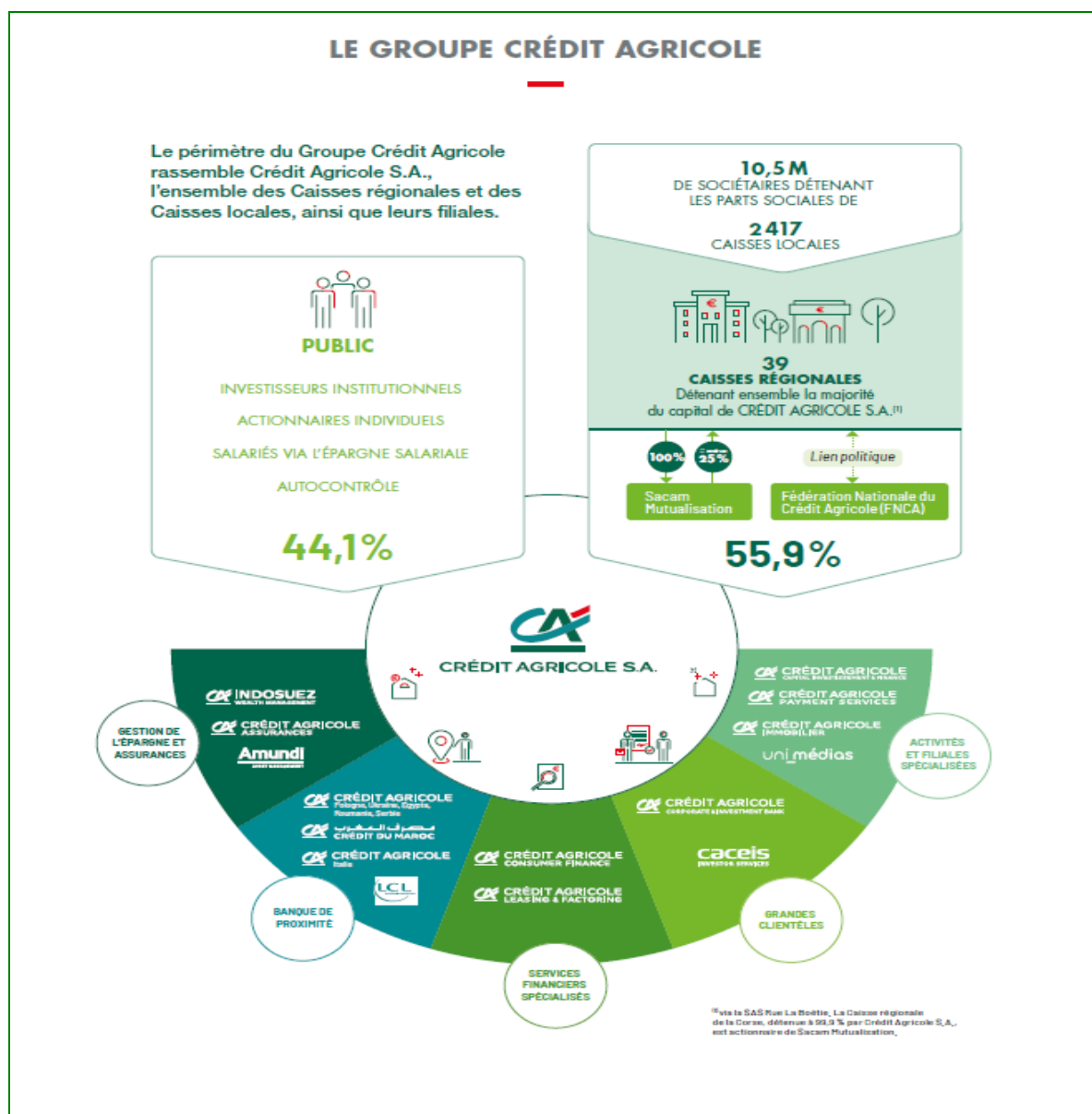
LCL est le réseau national "Banque et Assurance de proximité en France" dans le groupe Crédit Agricole.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau du Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute les mesures nécessaires, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

LE GROUPE CREDIT AGRICOLE

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Intérêts et produits assimilés	4.1	1 803	3 372	1 853
Intérêts et charges assimilées	4.1	(938)	(1 659)	(999)
Commissions (produits)	4.2	960	1 923	963
Commissions (charges)	4.2	(153)	(337)	(165)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	2	47	40
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		(3)	18	13
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		5	29	27
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	1	1	1
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables				
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		1	1	1
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5		3	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat				
Produits des autres activités	4.7	40	85	41
Charges des autres activités	4.7	(32)	(64)	(33)
Produit net bancaire		1 683	3 371	1 701
Charges générales d'exploitation	4.8	(1 060)	(2 141)	(1 088)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	(113)	(241)	(111)
Résultat brut d'exploitation		510	989	502
Coût du risque	4.10	(221)	(217)	(95)
Résultat d'exploitation		289	772	407
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11		2	1
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôt		289	774	408
Impôts sur les bénéfices	4.12	(95)	(241)	(136)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées				
Résultat net		194	533	272
Participations ne donnant pas le contrôle				
Résultat net part du Groupe		194	533	272
Résultat par action (en euros) ¹	6.14	0,99	1,36	1,38
Résultat dilué par action (en euros) ¹	6.14	0,99	1,36	1,38

¹ Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat net		194	533	272
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	(2)	(30)	(16)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	4.13			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13		(1)	(2)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	(2)	(31)	(18)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	(2)	10	6
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.13			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.13	(4)	(21)	(12)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.13			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente				
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.13			
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.13			
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	4.13			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.13			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.13			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.13	(4)	(21)	(12)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		190	512	260
Dont part du Groupe		190	512	260
Dont participations ne donnant pas le contrôle				
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.13		(2)	(3)

3. Bilan Actif

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019
Caisse, banques centrales	6.1	21 717	10 272
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	974	1 035
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		435	465
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		539	570
Instruments dérivés de couverture		2 329	2 020
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.3-6.5	154	148
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		154	148
Actifs financiers au coût amorti	6.4-6.5	158 606	155 237
Prêts et créances sur les établissements de crédit		20 294	25 699
Prêts et créances sur la clientèle		137 587	128 821
Titres de dettes		725	717
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 051	674
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants et différés		1 103	1 189
Comptes de régularisation et actifs divers		4 500	4 263
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	6.9	1 481	1 478
Immobilisations incorporelles	6.9	200	195
Ecarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		192 115	176 511

4. Bilan Passif

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	435	391
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		435	391
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture		3 785	3 217
Passifs financiers au coût amorti	6.6	174 040	159 164
Dettes envers les établissements de crédit		33 080	29 439
Dettes envers la clientèle		133 901	121 372
Dettes représentées par un titre		7 059	8 353
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			14
Passifs d'impôts courants et différés		611	683
Comptes de régularisation et passifs divers		2 885	2 817
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
Provisions	6.12	652	666
Dettes subordonnées	6.13	1 939	1 934
Total dettes		184 347	168 886
Capitaux propres		7 768	7 625
Capitaux propres part du Groupe	6.14	7 766	7 623
Capital et réserves liées		4 228	4 228
Réserves consolidées		3 417	2 931
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(73)	(69)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		194	533
Participations ne donnant pas le contrôle		2	2
Total du passif		192 115	176 511

5. Tableau de variation des capitaux propres

en millions d'euros	Part du Groupe							Participations ne donnant pas le contrôle		Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat		
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Publié	2 038	5 214	7 252		(48)	(48)		7 204	2	2	7 206
Impacts nouvelles normes IFRS 16 (1)											
Capitaux propres au 1er janvier 2019 retraité	2 038	5 214	7 252		(48)	(48)		7 204	2	2	7 206
Entrée périmètre FIMO COURTAGE		(1)	(1)					(1)			(1)
Entrée périmètre FIMO COURTAGE Dividende		1	1					1			1
Augmentation de capital											
Variation des titres autodétenus											
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres											
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2019		(48)	(48)					(48)			(48)
Dividendes versés au 1er semestre 2019											
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales											
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Mouvements liés aux paiements en actions											
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		(48)	(48)					(48)			(48)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2	2		(12)	(12)		(10)			(10)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		2	2		(2)	(2)					
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves											
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence											
Résultat du 1er semestre 2019							272	272			272
Autres variations											
Capitaux propres au 30 juin 2019	2 038	5 168	7 206		(60)	(60)	272	7 418	2	2	7 420
Augmentation de capital											
Variation des titres autodétenus											
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres											
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 2nd semestre 2019		(47)	(47)					(47)			(47)
Dividendes versés au 2nd semestre 2019											
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales											
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Mouvements liés aux paiements en actions											
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		(47)	(47)					(47)			(47)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(9)	(9)		(9)			(9)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves											
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves											
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence											
Résultat du 2nd semestre 2019							261	261			261
Autres variations											
Capitaux propres au 31 décembre 2019	2 038	5 121	7 159		(69)	(69)	533	7 623	2	2	7 625

en millions d'euros	Part du Groupe								Participations ne donnant pas le contrôle		Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Capitaux propres	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					
Capitaux propres au 31 décembre 2019	2 038	5 121	7 159		(69)	(69)	533	7 623	2	2	7 625
Affectation du résultat 2019		533	533				(533)				
Capitaux propres au 1er janvier 2020	2 038	5 654	7 692		(69)	(69)		7 623	2	2	7 625
Entrée périmètre											
Entrée périmètre Dividende											
Augmentation de capital											
Variation des titres autodétenus											
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres											
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres au 1er semestre 2020		(47)	(47)					(47)			(47)
Dividendes versés au 1er semestre 2020											
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales											
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Mouvements liés aux paiements en actions											
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires		(47)	(47)					(47)			(47)
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					(4)	(4)		(4)			(4)
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves											
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves											
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence											
Résultat du 1er semestre 2020							194	194			194
Autres variations											
Capitaux propres au 30 juin 2020	2 038	5 607	7 645		(73)	(73)	194	7 766	2	2	7 768

(1) Impact capitaux propres des normes d'application prospective.

6. Tableau des flux de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Résultat avant impôt		289	774	408
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		113	241	111
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations				
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		207	196	105
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Résultat net des activités d'investissement			(2)	(1)
Résultat net des activités de financement		39	86	46
Autres mouvements		(59)	(45)	78
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		300	476	339
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (1)		9 681	3 131	1 495
Flux liés aux opérations avec la clientèle (2)		3 585	1 898	(69)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (3)		(1 754)	(313)	(471)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(120)	(413)	(500)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence				
Impôts versés		(81)	(304)	(147)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		11 311	3 999	308
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		11 900	5 249	1 055
Flux liés aux participations		1	(11)	(3)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(98)	(212)	(90)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(97)	(223)	(93)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(47)	(94)	(48)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		334	(328)	(291)
Flux provenant des activités abandonnées				
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		287	(422)	(339)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)				
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		12 090	4 604	623
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		9 034	4 438	4 438
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		10 275	4 045	4 045
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(1 241)	393	393
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		21 129	9 034	5 061
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		21 717	10 275	4 197
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		(588)	(1 241)	864
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		12 095	4 596	623

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en actifs non courants destinés à être cédés).

** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.4 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.6 (hors intérêts courus) ;

(1) Sur le 1er semestre 2020, les flux de +9,7 Mds€ liés aux opérations avec les établissements de crédit s'expliquent principalement à l'Actif du bilan par la baisse de la centralisation de la collecte des Livrets A et LDD auprès de la Caisse des Dépôts (+2,8Mds€ en raison de la suppression de la surcentralisation, le taux passant de 71% à 51% au T2 2020), ainsi que par la baisse du prêt à 1 mois mis en place auprès de CASA dans le cadre de la gestion du ratio LCR (+2,8Mds€), et au Passif par la mise en place de l'emprunt à terme auprès de la BCE pour financer les mesures de soutien dans le cadre de la crise sanitaire (TLTRO +10Mds), compensé par la baisse des emprunts CASA (-3,5Mds€ dont -3,9Mds€ correspondant à l'emprunt de péréquation) et diminution des emprunts à 6 mois mis en place auprès de CASA dans le cadre de la gestion du ratio LCR (-2,8Mds€).

(2) La variation des flux liés aux opérations avec la clientèle à hauteur de +3,6Mds€ sur le 1er semestre 2020 est principalement due au Passif à la hausse des flux sur les comptes ordinaires (+11,8Mds€ en raison en partie de l'apport de fonds des PGE distribués), ainsi qu'à la hausse des comptes d'épargne à vue (+0,7Mds€), compensée à l'Actif par une hausse du poste Autres concours à la clientèle (-7,6Mds€, 29 119 PGE ayant été distribués au 30/06 pour 5,9Mds), ainsi que par une hausse des crédits immobiliers (-1,6Mds€).

(3) Au 1er semestre 2020, les flux de -1,6Mds€ liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers portent sur les Titres de Créances Négociables émis (-1,6Mds€) en raison des rachats ou non renouvellements en lien avec la crise sanitaire.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés

1.1 Normes applicables et comparabilité

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du groupe LCL au 30 juin 2020 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe LCL pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2019 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite "*carve out*"), qui autorise certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2020 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2020. Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du	Applicable dans le Groupe
Amendements aux références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS	6 décembre 2019 (UE 2019/2075)	1er janvier 2020	OUI
Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers et IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs Définition de la matérialité	10 décembre 2019 (UE 2019/2104)	1er janvier 2020	OUI
Amendements à IFRS 9 Instruments financiers, IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation et IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir Réforme des taux d'intérêt de référence	15 janvier 2020 (UE 2020/34)	1er janvier 2020 (1)	OUI
Amendement à IFRS 3 Regroupements d'entreprises Définition d'une entreprise	21 avril 2020 (UE 2020/551)	1er janvier 2020	OUI

(1) Le groupe LCL applique de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers sur la réforme des taux d'intérêt de référence à compter du 1^{er} janvier 2019

➤ Réforme IBOR

Le groupe LCL, en tant qu'utilisateur d'indices critiques, est fortement sensibilisé à l'importance des indices de référence et aux enjeux relatifs à leur évolution qui s'opère dans le cadre des réformes en cours.

Le projet "*Benchmarks*" du Crédit Agricole pilote la transition des indices de référence pour le Groupe, soit de manière proactive par anticipation du remplacement des indices de référence soit en prévoyant l'activation de clauses de *fallback* robustes existantes ou à insérer dans les contrats. Ainsi, il vise à coordonner les entités du

Groupe pour préparer l'ensemble des métiers et accompagner nos clients dans les transitions vers les nouveaux taux de référence. Ce projet veille également à la mise en conformité des entités du groupe Crédit Agricole avec la BMR (*Benchmark Regulation*).

Une déclinaison de ce projet a été mise en place au sein du groupe LCL afin de coordonner l'identification des impacts de la réforme des indices, la définition des plans d'action à mener vis-à-vis des clients ainsi qu'en interne du Groupe, et la mise en œuvre de ces plans.

Suite aux travaux de cartographie recensant nos expositions et contrats, les principaux indices critiques tels que définis par la BMR auxquels les relations de couverture du groupe LCL sont exposées sont les suivants :

- Eonia
- Euribor, Libor USD, Libor GBP

S'agissant de la transition de l'Eonia vers l'indice €STR, les termes précis ont été déterminés par le groupe de travail de la BCE sur les taux sans risque pour l'euro. L'Eonia disparaîtra le dernier jour de sa publication, le 3 janvier 2022.

Pour les autres indices, des travaux de place avancent, avec le support des autorités, dans la détermination des méthodologies pour les remplacer par des taux alternatifs calculés à partir des taux sans risque "*Risk-Free Rate / RFR*" et pour préconiser les clauses de *fallback* à insérer dans les contrats. Les associations de marché telles que *ISDA (International Swaps and Derivatives Association)* et *LMA (Loan Market Association)* œuvrent également dans cette direction. A ce stade, ces travaux n'ont pas tous été conclusifs et il existe encore des incertitudes sur les choix, méthodologiques et de conventions, exacts qui seront retenus ainsi que les calendriers précis.

Afin que les relations de couvertures affectées par cette réforme des taux d'intérêt de référence puissent se poursuivre malgré les incertitudes sur le calendrier et les modalités de transition entre les indices actuels et les nouveaux indices, l'IASB a publié des amendements à IAS 39, IFRS 9 et IFRS 7 en septembre 2019 qui ont été adoptés par l'UE le 15 janvier 2020.

Le groupe LCL appliquera ces amendements tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt et considère, à ce titre, que tous ses contrats de couverture, principalement ceux liés à l'Eonia, l'Euribor et les taux Libor (USD, GBP), peuvent en bénéficier au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, le recensement des instruments de couverture impactés par la réforme fait apparaître un montant nominal de 76,544 milliards d'euros.

➤ **Durée des contrats de location IFRS 16 – Décision de l'IFRS IC du 26 novembre 2019**

L'IFRS IC a été saisi lors du premier semestre 2019 d'une question relative à la détermination de la durée exécutoire pour la comptabilisation des contrats de location sous IFRS 16, notamment pour deux types de contrats de location :

- Les contrats de location sans échéance contractuelle, résiliables par chacune des parties sous réserve d'un préavis ;
- Les contrats renouvelables par tacite reconduction (sauf résiliation par l'une des parties), et sans aucune pénalité contractuelle due en cas de résiliation.

Lors de sa réunion du 26 novembre 2019, l'IFRS IC a rappelé qu'en application d'IFRS 16 et de manière générale, un contrat de location n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en s'exposant tout au plus à une pénalité négligeable. L'IFRS IC a également clarifié que pour déterminer la durée exécutoire, tous les aspects économiques du contrat doivent être pris en compte, que la notion de pénalité s'entend au-delà des indemnités de résiliation contractuelles et inclut toute incitation économique à ne pas résilier le contrat.

Cette décision constitue un changement de méthode dans les approches retenues par le groupe LCL dans la détermination de la durée des contrats de location, et va au-delà des cas particuliers sur lesquels l'IFRS IC a été interrogé, comme rappelé par l'AMF dans ses recommandations au 31 décembre 2019. En effet, la

détermination de la durée du contrat à retenir pour l'évaluation du droit d'utilisation et de la dette de loyers s'effectue en application d'IFRS 16 au sein de cette période exécutoire. Par ailleurs, l'application d'une nouvelle méthode suite à une décision définitive de l'IFRS IC est de manière générale d'application rétrospective et impose au groupe LCL de revoir les durées retenues à la transition IFRS 16 et pour l'exercice 2019.

Dès la publication de cette décision définitive de l'IFRS IC et dans le but de se mettre en conformité pour la clôture du 31 décembre 2020, le groupe LCL a initié en coordination avec le groupe Crédit Agricole S.A. un projet intégrant les fonctions comptables, finances, risques et informatiques. Ce projet se décompose en 3 volets :

- 1er volet : identification des contrats impactés ;
- 2e volet : évaluation des impacts comptables et prudentiels ;
- 3e volet : mise en conformité des systèmes d'information et intégration des impacts dans les comptes consolidés.

Le groupe LCL a notamment identifié les types de contrat de location impactés par cette décision :

- Contrats de location immobilière relevant du régime français des baux commerciaux : le groupe LCL applique le relevé de conclusions de l'ANC du 16 février 2018 indiquant que "au plan comptable, il n'existe pas d'option de renouvellement au terme du bail et la période pendant laquelle le contrat est exécutoire est généralement de 9 ans (la période non-résiliable étant alors de 3 ans)". Le groupe LCL a prévu d'analyser, au cours du second semestre 2020, les effets sur les baux commerciaux proches du terme des 9 ans au regard du relevé de conclusions de l'ANC publié le 3 juillet 2020, en remplacement de celui du 16 février 2018. Au 31 décembre 2019, le groupe LCL était engagé sur 770 baux commerciaux français.
- Contrats de location immobilière relevant du régime français des baux commerciaux en situation de tacite prolongation : la durée exécutoire de ces contrats étant inférieure à 12 mois antérieurement à la décision de l'IFRS IC, ces contrats relevaient de l'exemption de transition prévue par IFRS 16 au titre des contrats dont la durée résiduelle en date d'application est inférieure à douze mois. En cas d'allongement de la durée exécutoire en application de la décision de l'IFRS IC et d'un allongement en conséquence de la durée de location au-delà de 12 mois, ces contrats devront être réintégrés aux droits d'utilisation et aux dettes locatives comptabilisés à la transition IFRS 16 au 1er janvier 2019. Au 31 décembre 2019, le groupe LCL était engagé sur 867 contrats de ce type.
- Autres contrats toute juridiction confondue : le groupe LCL procède au recensement exhaustif des contrats dont la durée de location au sens d'IFRS 16 serait modifiée par la décision de l'IFRS IC. Ces analyses sont réalisées au cas par cas, en fonction de la documentation contractuelle et des dispositions légales en vigueur les concernant.

Dans le cadre des comptes au 30 juin 2020, le groupe LCL n'a pas pris en considération cette décision dans les états financiers afin de disposer du temps nécessaire pour analyser de manière exhaustive les conséquences comptables de cette décision.

➤ **Normes pas encore adoptées par l'Union européenne**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le groupe LCL. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le groupe LCL au 30 juin 2020. Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement à IFRS 16 Contrats de location Concessions de loyers liées à la Covid-19	1 ^{er} juin 2020
Amendement à IFRS 4 Contrats d'assurance Extension d'exemption d'appliquer IFRS 9	1 ^{er} janvier 2021
IAS 16 Immobilisations corporelles Produits de la vente avant l'utilisation prévue	1 ^{er} janvier 2022
IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1 ^{er} janvier 2022
Améliorations annuelles Cycle 2018-2020 <ul style="list-style-type: none"> - IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière - IFRS 9 Instruments financiers - IFRS 16 Contrats de location - IAS 41 Agriculture 	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 3 Regroupements d'entreprises Références au cadre conceptuel	1 ^{er} janvier 2022
IAS 1 Présentation des états financiers Classification des passifs en tant que courants ou non courants	1 ^{er} janvier 2022

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2019 du groupe LCL et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe LCL sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 30 juin 2020 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 "Périmètre de consolidation au 30 juin 2020".

Crise sanitaire liée à la Covid-19

Dans le contexte crise sanitaire liée à la Covid-19, le groupe LCL s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par le coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter de mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de prêts garantis par l'État.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois sans frais, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

L'offre Groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilités définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Ces prêts, pour la totalité, appartiennent à un modèle de gestion "Collecte" et satisfont au test des caractéristiques contractuelles. Ils sont donc enregistrés au coût amorti.

Au 30 juin 2020, le groupe LCL a participé à l'émission de ces prêts garantis par l'Etat à hauteur de 5,863 milliards d'euros.

Report d'échéance sur concours octroyés aux clients

Le groupe LCL s'est associé à l'initiative de place des banques françaises, avec la coordination de la Fédération des Banques Françaises (FBF), pour offrir un report des échéances des prêt en cours jusqu'à 6 mois pour la clientèle des Entreprises et des Professionnels, sans coûts additionnels.

La mise en œuvre d'un tel report des échéances sans pénalité ni frais additionnels et avec maintien du taux contractuel sur une durée maximale de 6 mois implique que seuls les intérêts intercalaires seront perçus après le report sur la durée restante du crédit et hors frais de garantie éventuels de la Banque Publique d'Investissement.

Tel que proposé par le Groupe, le report des échéances implique :

- Soit un allongement de durée du prêt si le client souhaite conserver ses échéances initiales de prêt ;
- Soit une augmentation de ses échéances après la pause si le client souhaite garder sa durée initiale.

Ce report d'échéance ne se traduit pas par des pertes pour la banque mais par un décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir.

Au 30 juin 2020, le montant des encours clientèle bénéficiant de ce report d'échéance s'élève à 1,164 milliards d'euros au niveau du groupe LCL.

Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Conformément à la communication de l'IASB du 27 mars 2020 relative à la comptabilisation des pertes de crédit attendues en application de la norme IFRS 9 sur les instruments financiers dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il a été rappelé l'importance de l'exercice du jugement dans l'application des principes d'IFRS 9 du risque de crédit et le classement des instruments financiers qui en résulte.

Ce report d'échéance n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (*Bucket 1*) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (*Bucket 2*), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux (*Bucket 3*).

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, le groupe LCL a aussi revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Des éléments quantitatifs se rapportant aux impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sont joints aux notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés présentées ci-avant :

- Note 4.10 – impact agrégat résultat - coût du risque
- Note 6.4 – impact agrégat bilan – actifs financiers au coût amorti
- Note 7 – impacts sur engagements de garantie

Des informations sur les effets de la crise sanitaire liée à la COVID 19 sont exposées par ailleurs dans le rapport d'activité semestriel, notamment dans les chapitres se rapportant aux facteurs de risques et à la gestion des risques.

3. Risque de crédit

(Cf. rapport de gestion).

Concentrations du risque de crédit**Concentrations du risque de crédit par agent économique**Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Au 30 juin 2020 comme en 2019, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Actifs financiers au coût amorti par agent économique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	371	2		373
Banques centrales				
Etablissements de crédit	20 490	1		20 491
Grandes entreprises	45 290	4 128	1 271	50 689
Clientèle de détail	79 153	8 652	1 102	88 907
Dépréciations	(214)	(402)	(1 238)	(1 854)
Total	145 090	12 381	1 135	158 606

<i>en millions d'euros</i>	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	342	4		346
Banques centrales	4			4
Etablissements de crédit	25 891			25 891
Grandes entreprises	39 171	3 014	1 226	43 411
Clientèle de détail	77 489	8 733	1 078	87 300
Dépréciations	(181)	(367)	(1 167)	(1 715)
Total	142 716	11 384	1 137	155 237

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Au 30 juin 2020 comme en 2019, le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	30/06/2019
Administration générale	145	112
Grandes entreprises	44 408	37 102
Clientèle de détail	89 348	84 158
Total Dettes envers la clientèle	133 901	121 372

Engagements de financement par agent économique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	101			101
Banques centrales				
Etablissements de crédit	37		1	38
Grandes entreprises	9 406	834	86	10 326
Clientèle de détail	8 344	716	5	9 065
Provisions (1)	(37)	(37)	(23)	(97)
Total	17 851	1 513	69	19 433

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>en millions d'euros</i>	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	49		14	63
Banques centrales				
Etablissements de crédit	25		1	26
Grandes entreprises	10 101	747	110	10 958
Clientèle de détail	7 920	678	11	8 609
Provisions (1)	(39)	(35)	(19)	(93)
Total	18 056	1 390	117	19 563

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale				
Banques centrales				
Etablissements de crédit	423	1		424
Grandes entreprises	8 728	233	200	9 161
Clientèle de détail	144	11	80	235
Provisions (1)	(18)	(29)	(61)	(108)
Total	9 277	216	219	9 712

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>en millions d'euros</i>	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Administration générale	1			1
Banques centrales				
Etablissements de crédit	710	2		712
Grandes entreprises	8 404	233	177	8 814
Clientèle de détail	158	10	73	241
Provisions (1)	(16)	(30)	(64)	(110)
Total	9 257	215	186	9 658

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentration du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	137 161	12 490	2 273	151 924
Autres pays	8 143	293	100	8 536
Dépréciations	(214)	(402)	(1 238)	(1 854)
Total	145 090	12 381	1 135	158 606

<i>en millions d'euros</i>	Au 31/12/2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	135 000	11 478	2 220	148 698
Autres pays	7 897	273	84	8 254
Dépréciations	(181)	(367)	(1 167)	(1 715)
Total	142 716	11 384	1 137	155 237

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Au 30 juin 2020, comme en 2019 Le Groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
France (y compris DOM-TOM)	128 337	115 701
Autres pays	5 564	5 671
Total Dettes envers la clientèle	133 901	121 372

Engagements de financement par zone géographique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 317	1 367	82	17 766
Autres pays	1 571	183	10	1 764
Provisions (1)	(37)	(37)	(23)	(97)
Total	17 851	1 513	69	19 433

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>en millions d'euros</i>	Au 31/12/2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	16 270	1 169	136	17 575
Autres pays	1 825	256		2 081
Provisions (1)	(39)	(35)	(19)	(93)
Total	18 056	1 390	117	19 563

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2020			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	9 207	223	280	9 710
Autres pays	88	22		110
Provisions (1)	(18)	(29)	(61)	(108)
Total	9 277	216	219	9 712

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

<i>en millions d'euros</i>	Au 31/12/2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
France (y compris DOM-TOM)	8 916	221	250	9 387
Autres pays	356	25		381
Provisions (1)	(16)	(30)	(64)	(110)
Total	9 256	216	186	9 658

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 305	2 789	1 389
Opérations avec les établissements de crédit	89	202	102
Opérations avec la clientèle	1 209	2 572	1 280
Opérations de location-financement			
Titres de dettes	7	15	7
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Titres de dettes			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	498	583	464
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1) (2)	1 803	3 372	1 853
Sur les passifs financiers au coût amorti	(339)	(766)	(386)
Opérations avec les établissements de crédit	(65)	(140)	(70)
Opérations avec la clientèle	(226)	(511)	(251)
Opérations de location-financement			
Dettes représentées par un titre	(34)	(85)	(50)
Dettes subordonnées	(14)	(30)	(15)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(598)	(891)	(612)
Autres intérêts et charges assimilées	(1)	(2)	(1)
Charges d'intérêts	(938)	(1 659)	(999)

(1) dont 1M€ sur créances dépréciées (Bucket 3) au 30/06/2020, contre 2,4M€ au 31/12/2019, et 1,2M€ au 30/06/2019.

(2) dont 0,6M€ correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 30/06/2020, contre 1,2M€ au 31/12/2019, et 0,6M€ au 30/06/2019.

4.2 Produits et charges de commissions

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	25	(5)	20	53	(9)	44	28	(5)	23
Sur opérations avec la clientèle	28	(10)	18	429	(23)	406	249	(12)	237
Sur opérations sur titres									
Sur opérations de change	1		1	2		2	1		1
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan									
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	884	(138)	746	1 395	(305)	1 090	664	(148)	516
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	22		22	44		44	21		21
Total Produits et charges de commissions	960	(153)	807	1 923	(337)	1 586	963	(165)	798

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dividendes reçus		44	43
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(3)	18	13
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	10	16	6
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI		(1)	
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte			
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	3	5	3
Résultat de la comptabilité de couverture	(8)	(35)	(25)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2	47	40

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option concernés

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Profits	Pertes	Net (1)	Profits	Pertes	Net (1)	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	30	(30)		50	(50)		32	(32)	
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	19	(10)	9	47	(3)	44	29	(3)	26
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	11	(20)	(9)	3	(47)	(44)	3	(29)	(26)
Couverture de flux de trésorerie									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger									
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace									
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	1 742	(1 750)	(8)	2 528	(2 563)	(35)	2 683	(2 708)	(25)
Variations de juste valeur des éléments couverts	1 064	(686)	378	1 243	(1 311)	(68)	1 444	(1 176)	268
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	678	(1 064)	(386)	1 285	(1 252)	33	1 239	(1 532)	(293)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt									
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace									
Total Résultat de la comptabilité de couverture	1 772	(1 780)	(8)	2 578	(2 613)	(35)	2 715	(2 740)	(25)

(1) Dont -7M€ d'inefficacité de couverture au 30 juin 2020, contre -34,8M€ au 31 décembre 2019 et -23,8M€ au 30/06/2019.

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	1	1	1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	1	1	1

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Titres de dettes		3	
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		3	
Titres de dettes			
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Prêts et créances sur la clientèle			
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)		3	

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 "Coût du risque".

4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 30 juin 2020.

4.7 Produits (charges) nets des autres activités

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement			
Autres produits (charges) nets	8	21	8
Produits (charges) des autres activités	8	21	8

4.8 Charges générales d'exploitation

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Charges de personnel	(643)	(1 356)	(678)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(100)	(112)	(82)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(317)	(673)	(328)
Charges générales d'exploitation	(1 060)	(2 141)	(1 088)

(1) Dont -41,7M€ comptabilisés au titre du fonds de résolution (FRU) au 30 juin 2020 (contre -31,5M€ au 30 juin et au 31 décembre 2019), et -3,9M€ comptabilisés au titre du Fonds de Garantie des Dépôts au 30 juin 2020 (contre -3,5M€ au 30 juin et au 31 décembre 2019).

Avantages au personnel et autres rémunérations

Détail des charges de personnel

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Salaires et traitements	(379)	(742)	(397)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(68)	(129)	(69)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(2)	(60)	(1)
Autres charges sociales	(90)	(195)	(93)
Intéressement et participation	(38)	(92)	(47)
Impôts et taxes sur rémunération	(66)	(138)	(71)
Total Charges de personnel	(643)	(1 356)	(678)

4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dotations aux amortissements	(113)	(240)	(111)
Immobilisations corporelles (1)	(94)	(198)	(92)
Immobilisations incorporelles	(19)	(42)	(19)
Dotations (reprises) aux dépréciations		(1)	
Immobilisations corporelles		(1)	
Immobilisations incorporelles			
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(113)	(241)	(111)

(1) Dont -28,1M€ comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 30/06/2020, contre -56,3M€ au 31/12/2019, et -28,2M€ au 30/06/2019.

4.10 Coût du risque

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	(72)	7	(17)
Bucket 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	(29)	18	(17)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(30)	8	(19)
Engagements par signature	1	10	2
Bucket 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	(43)	(11)	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(41)	(9)	5
Engagements par signature	(2)	(2)	(5)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	(118)	(194)	(60)
Bucket 3 : Actifs dépréciés	(118)	(194)	(60)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(114)	(175)	(54)
Engagements par signature	(4)	(19)	(6)
Autres actifs	(10)	(1)	
Risques et charges	(1)	(3)	(4)
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (1)	(201)	(191)	(81)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés			
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(16)	(29)	(15)
Récupérations sur prêts et créances	2	13	8
comptabilisés au coût amorti	2	13	8
comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Décotes sur crédits restructurés	(6)	(9)	(6)
Pertes sur engagements par signature		(1)	(1)
Autres pertes			
Autres produits			
Coût du risque	(221)	(217)	(95)

(1) Dont impact crise sanitaire liée à la Covid-19 sur les Buckets 1 et 2 : -90,9 M€ au 30 juin 2020 (-51 M€ en Bucket 1 et -39,9 M€ en Bucket 2)

4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		2	1
Plus-values de cession		2	1
Moins-values de cession			
Titres de capitaux propres consolidés			
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs		2	1

4.12 Impôts

Charge d'impôt

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Charge d'impôt courant	(100)	(272)	(137)
Charge d'impôt différé	5	31	1
Total Charge d'impôt	(95)	(241)	(136)

Le Groupe calcule la charge d'impôt au titre des comptes consolidés intermédiaires sur la base d'un Taux Annuel Moyen Estimé (TAME), dans le respect des dispositions de la norme IAS34. Il s'agit du rapport entre la charge d'impôt du budget de référence, retraitée de l'effet d'impôt des éléments extraordinaires, et le résultat avant impôt de l'entité et des entreprises mises en équivalence du budget de référence, retraité des éléments extraordinaires.

Le TAME est révisé périodiquement sur la base des données actualisées.

4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2019
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(2)	(30)	(16)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre			
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en réserves			
Autres variations			
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables		(1)	(2)
Ecart de réévaluation de la période		1	1
Transferts en réserves		(2)	(3)
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(2)	10	6
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(4)	(21)	(12)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	(4)	(21)	(12)
Dont part du Groupe	(4)	(21)	(12)
Dont participations ne donnant pas le contrôle			

5. Informations sectorielles

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les secteurs opérationnels présentés dans le *reporting* interne correspondant aux métiers de LCL et conformes à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A., sont les suivants :

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020			31/12/2019			30/06/2019		
	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total	Banque de proximité en France	Activités hors métiers	Total
Produit net bancaire	1 728	(45)	1 683	3 457	(86)	3 371	1 747	(46)	1 701
Charges d'exploitation	(1 170)	(3)	(1 173)	(2 372)	(10)	(2 382)	(1 197)	(2)	(1 199)
Résultat brut d'exploitation	558	(48)	510	1 085	(96)	989	550	(48)	502
Coût du risque	(221)		(221)	(217)		(217)	(95)		(95)
Résultat d'exploitation	337	(48)	289	868	(96)	772	455	(48)	407
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence									
Gains ou pertes nets sur autres actifs				2		2	1		1
Variations de valeur des écarts d'acquisition									
Résultat avant impôt	337	(48)	289	870	(96)	774	456	(48)	408
Impôts sur les bénéfices	(109)	14	(95)	(271)	30	(241)	(154)	18	(136)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées									
Résultat net	228	(34)	194	599	(66)	533	302	(30)	272
Participations ne donnant pas le contrôle									
Résultat net part du Groupe	228	(34)	194	599	(66)	533	302	(30)	272

5.2 Information sectorielle par zone géographique

Le groupe LCL exerce son activité principalement sur la zone géographique France (y compris DROM COM).

6. Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	935		1 018	
Banques centrales ¹	20 782		9 254	
Valeur au bilan	21 717		10 272	

(1) Dont opération de Tiering pour 6,3Mds€ au 31/12/2019. Poursuite du placement des excédents de liquidité auprès de la Banque centrale au 30/06/2020, dont une partie a pour origine un emprunt TLTRO de 10Mds€ mis en place au T2 2020.

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	435	465
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	539	570
Instruments de capitaux propres	539	540
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI		30
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	974	1 035
<i>Dont Titres prêtés</i>		

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Instruments de capitaux propres		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	435	465
Valeur au bilan	435	465

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Actions et autres titres à revenu variable	18	19
Titres de participation non consolidés	521	521
Total Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	539	540

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Titres de dettes		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
OPCVM		
Prêts et créances		30
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		30
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Total Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat		30

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	435	391
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	435	391

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	435	391
Valeur au bilan	435	391

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Passifs financiers dont les variations du spread émetteur sont comptabilisées en résultat net

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note.

6.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	154	17	(8)
Total	154	17	(8)

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	148	16	(7)
Total	148	16	(7)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Au 30 juin 2020, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020			
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	94	9		1
Titres de participation non consolidés	60	8	(8)	
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	154	17	(8)	1
Impôts		(3)		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		14	(8)	1

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019			
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Gains/pertes latents sur la période
Actions et autres titres à revenu variable	93	8		1
Titres de participation non consolidés	55	8	(7)	
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	148	16	(7)	1
Impôts		(3)		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		13	(7)	1

Placements dans des instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés	Pertes cumulées réalisées
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés			
Total Placements dans des instruments de capitaux propres			
Impôts			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)			

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés	Pertes cumulées réalisées
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés			
Total Placements dans des instruments de capitaux propres			
Impôts			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)			

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.4 Actifs financiers au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Prêts et créances sur les établissements de crédit	20 294	25 699
Prêts et créances sur la clientèle (1)	137 587	128 821
Titres de dettes	725	717
Valeur au bilan	158 606	155 237

(1) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, LCL a accordé des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour 5,863Mds€ et des reports d'échéances sur l'encours de crédit à la clientèle pour 1,164Mds€.

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	20 102	25 505
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	181	166
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	199	169
Valeurs reçues en pension	1	1
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	200	200
Autres prêts et créances		
Valeur brute	20 303	25 706
Dépréciations	(9)	(7)
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	20 294	25 699
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole		
Valeur au bilan	20 294	25 699

Prêts et créances sur la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	78	133
Autres concours à la clientèle	137 365	128 145
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	4	4
Avances en comptes courants d'associés	2	2
Comptes ordinaires débiteurs	1 982	2 243
Valeur brute	139 431	130 527
Dépréciations	(1 844)	(1 706)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	137 587	128 821
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	137 587	128 821

Titres de dettes

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	726	719
Total	726	719
Dépréciations	(1)	(2)
Valeur au bilan	725	717

6.5 Exposition au risque souverain

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 30 juin 2020.

6.6 Passifs financiers au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit	33 080	29 439
Dettes envers la clientèle	133 901	121 372
Dettes représentées par un titre	7 059	8 353
Valeur au bilan	174 040	159 164

Dettes envers les établissements de crédit

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	33 080	29 439
dont comptes ordinaires créditeurs	714	766
dont comptes et emprunts au jour le jour	254	811
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	33 080	29 439
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et avances à terme		
Titres donnés en pension livrée		
Total		
Valeur au bilan	33 080	29 439

Dettes envers la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	71 142	59 376
Comptes d'épargne à régime spécial	48 394	47 359
Autres dettes envers la clientèle	14 365	14 637
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	133 901	121 372

Dettes représentées par un titre

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire	882	945
Titres de créances négociables	3 923	5 564
Emprunts obligataires	2 254	1 844
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	7 059	8 353

6.7 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 30 juin 2020.

6.8 Immeubles de placement

Au 30 juin 2020, comme en 2019, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.9 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2020
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute (1)	2 953		119	(23)		(6)	3 043
Amortissements et dépréciations	(1 475)		(94)	7			(1 562)
Valeur au bilan	1 478		25	(16)		(6)	1 481
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	823		24				847
Amortissements et dépréciations	(628)		(19)				(647)
Valeur au bilan	195		5				200

(1) Impact Autres mouvements: Interfimo : transfert en titres de 6M€ correspondant à la SCI La Maison des Professions Libérales

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2018	01/01/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute (1)	2 488	2 821		198	(66)			2 953
Amortissements et dépréciations (2)	(1 269)	(1 321)		(199)	45			(1 475)
Valeur au bilan	1 219	1 500		(1)	(21)			1 478
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute (1)	835	782		53	(12)			823
Amortissements et dépréciations (2)	(650)	(598)		(42)	12			(628)
Valeur au bilan	185	184		11				195

(1) Impact IFRS 16: Droits d'utilisation des actifs loués: FTA 280M€, et reclassement des Droits au bail du poste Immobilisations incorporelles vers le poste Immobilisations corporelles: 53M€

(2) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple et le reclassement des Amortissements de Droits au bail du poste Immobilisations incorporelles vers le poste Immobilisations corporelles: 52M€.

6.10 Écarts d'acquisition

Au 30 juin 2020, comme en 2019, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.11 Provisions techniques des contrats d'assurance

Au 30 juin 2020, comme en 2019, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

6.12 Provisions

en millions d'euros	31/12/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2020
Risques sur les produits épargne-logement	98		15					113
Risques d'exécution des engagements par signature	203		120	(1)	(114)		(2)	206
Risques opérationnels	59		2	(4)	(8)		(14)	35
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	119		10	(12)	(4)		2	115
Litiges divers	14		1		(1)			14
Participations								
Restructurations	20			(2)				18
Autres risques	153		18		(20)			151
TOTAL	666		166	(19)	(147)		(14)	652

en millions d'euros	31/12/2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Risques sur les produits épargne-logement	67		31					98
Risques d'exécution des engagements par signature	187		191	(1)	(180)		6	203
Risques opérationnels	36		9	(4)	(2)		20	59
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	138		44	(89)	(4)		30	119
Litiges divers	16		3	(1)	(4)			14
Participations								
Restructurations	21			(1)				20
Autres risques	166		39	(2)	(30)		(20)	153
TOTAL	631		317	(98)	(220)		36	666

Provision épargne logementEncours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	763	679
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 745	3 616
Ancienneté de plus de 10 ans	4 277	4 250
Total plans d'épargne-logement	8 785	8 545
Total comptes épargne-logement	1 338	1 293
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	10 123	9 838

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2020 pour les données au 30 juin 2020 et à fin novembre 2019 pour les données au 31 décembre 2019.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Plans d'épargne-logement	2	3
Comptes épargne-logement	15	18
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	17	21

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	38	34
Ancienneté de plus de 10 ans	75	64
Total plans d'épargne-logement	113	98
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	113	98

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019	Dotations	Reprises	30/06/2020
Plans d'épargne-logement	98	15		113
Comptes épargne-logement				
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	98	15		113

6.13 Dettes subordonnées

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Dettes subordonnées à durée déterminée	1 551	1 551
Dettes subordonnées à durée indéterminée	156	156
Dépôts de garantie à caractère mutuel	172	167
Titres et emprunts participatifs	60	60
Valeur au bilan	1 939	1 934

6.14 Capitaux propres

Composition du capital au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre de titres au 01/01/2020	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Autres mouvements	Nombre de titres au 30/06/2020	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	375 686 580			4	375 686 584	95,56%	95,56%
SACAM Développement	17 471 652				17 471 652	4,44%	4,44%
Autres actionnaires	5			(4)	1	0,00%	0,00%
Total	393 158 237				393 158 237	100,00%	100,00%

La valeur nominale des titres est de 5,18 euros et le montant du capital est de 2 037 713 591 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Capital autorisé mais non émis

A - Options de souscription d'actions

Au 30 juin 2020, il n'existe plus d'options en vie et le Conseil d'administration ne dispose d'aucune autorisation accordée par une assemblée générale, en vue d'attribuer des options de souscription d'actions.

B - Autorisations générales d'émission de titres de capital ou donnant accès au capital

	Nombre de titres
Actions émises	393 158 237
Actions potentielles	96 470 436
Stocks-options en vie	
Résolution AG 29/04/19 (augmentation capital dans la limite de 500 M€)	96 470 436
TOTAL actions émises et potentielles	489 628 673

Actions de préférences

Le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe au 30 juin 2020.

Dividendes

En 2020 le groupe LCL n'a pas versé de dividende au titre de l'exercice 2019.

Résultat par action

		30/06/2020	31/12/2019
Résultat net part du Groupe de la période	(en millions d'euros)	194	533
Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés	(en millions d'euros)	(47)	(95)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	(en millions d'euros)	147	438
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		393 158 237	393 158 237
Coefficient d'ajustement			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		393 158 237	393 158 237
Résultat de base par action	(en euros)	0,37	1,11
Résultat dilué par action (en euros)	(en euros)	0,37	1,11

Titres super subordonnés à durée indéterminée

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 30/06/2020	Montants en euros au cours d'origine au 30/06/2020	Rémunération de la période	Montant en devises au 31/12/2019	Montants en euros au cours d'origine au 31/12/2019	Rémunération de la période
<i>en millions d'euros</i>							
27/11/2015	Euro	800	800	(25)	800	800	(50)
27/03/2016	Euro	600	600	(22)	600	600	(45)
Total		1 400	1 400	(47)	1 400	1 400	(95)

Les mouvements relatifs aux titres super subordonnés à durée indéterminée sont :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(47)	(95)
Evolutions des nominaux		
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	15	33
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves		
Autres		

7. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Engagements donnés	29 351	29 424
Engagements de financement	19 530	19 656
Engagements en faveur des établissements de crédit	38	26
Engagements en faveur de la clientèle	19 492	19 630
Ouverture de crédits confirmés	6 655	6 690
Ouverture de crédits documentaires	101	72
Autres ouvertures de crédits confirmés	6 554	6 618
Autres engagements en faveur de la clientèle	12 837	12 940
Engagements de garantie	9 820	9 768
Engagements d'ordre des établissements de crédit	424	712
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	59	324
Autres garanties	365	388
Engagements d'ordre de la clientèle	9 396	9 056
Cautions immobilières	2	3
Autres garanties d'ordre de la clientèle	9 394	9 053
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	141 240	115 734
Engagements de financement	32 136	12 850
Engagements reçus des établissements de crédit (1)	29 506	10 219
Engagements reçus de la clientèle	2 630	2 631
Engagements de garantie	109 104	102 884
Engagements reçus des établissements de crédit	73 425	73 098
Engagements reçus de la clientèle	35 679	29 786
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2)	5 303	146
Autres garanties reçues	30 376	29 640
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

(1) Augmentation du montant reçu de la BDF suite à l'augmentation des créances apportées en garantie dans le POOL 3G : +19 Mds€ au 1er semestre 2020.

(2) Au 30 juin 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, LCL a accordé des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour 5,863Mds€, pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français à hauteur de 5,223Mds€.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) (1)	56 186	26 477
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché (2)	1 720	1 454
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	57 906	27 931
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	1	1
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	1	1

(1) Augmentation des créances apportées à la BDF dans le POOL 3G au 1er semestre 2020 : +26 Mds€.

(2) 1720M€ au 30 juin 2020 contre 1454M€ au 31 décembre 2019 suite à la collatéralisation avec CACIB dans le cadre des opérations de marché.

Créances apportées en garantie

Au 30 juin 2020, LCL a apporté 56 186 M€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 26 477 M€ au 31 décembre 2019. LCL conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, LCL a apporté :

- 41 753 M€ de créances et 2 565 M€ de titres dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France (suite au plan d'urgence Liquidité du groupe Crédit Agricole dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19), contre 16 185 M€ au 31 décembre 2019,
- 1 732 M€ de créances hypothécaires dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de refinancement de l'habitat), contre 1 273 M€ au 31 décembre 2019,
- 9 984 M€ de créances dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de CAHL SFH (Crédit Agricole Home Loan SFH) contre 8 855 M€ au 31 décembre 2019.

8. Reclassements d'instruments financiers

Au 30 juin 2020, comme en 2019, le groupe LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

9. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion d'*exit price*).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

9.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

<i>en millions d'euros</i>	Valeur au bilan au 30/06/2020	Juste valeur au 30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	157 881	162 114	-	22 034	140 080
Prêts et créances sur les établissements de crédit	20 294	20 866	-	20 232	634
Comptes ordinaires et prêts JJ	380	380	-	380	-
Comptes et prêts à terme	19 713	20 258	-	19 852	406
Valeurs reçues en pension	1	1	-	-	1
Titres reçus en pension livrée		-	-	-	-
Prêts subordonnés	200	227	-	-	227
Autres prêts et créances		-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	137 587	141 248	-	1 802	139 446
Créances commerciales	72	72	-	-	72
Autres concours à la clientèle	135 675	139 336	-	47	139 289
Valeurs reçues en pension		-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée		-	-	-	-
Prêts subordonnés	4	4	-	4	-
Avances en comptes courants d'associés	2	2	-	2	-
Comptes ordinaires débiteurs	1 834	1 834	-	1 749	85
Titres de dettes	725	743	95	648	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	725	743	95	648	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	158 606	162 857	95	22 682	140 080

<i>en millions d'euros</i>	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	154 520	167 516		27 975	139 541
Prêts et créances sur les établissements de crédit	25 699	26 425		25 962	463
Comptes ordinaires et prêts JJ	335	335		335	
Comptes et prêts à terme	25 163	25 861		25 627	234
Valeurs reçues en pension	1	1			1
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	200	228			228
Autres prêts et créances					
Prêts et créances sur la clientèle	128 821	141 091		2 013	139 078
Créances commerciales	127	127			127
Autres concours à la clientèle	126 587	138 857		45	138 812
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés	4	4		4	
Avances en comptes courants d'associés	2	2		2	
Comptes ordinaires débiteurs	2 101	2 101		1 962	139
Titres de dettes	717	742	100	642	
Effets publics et valeurs assimilées					
Obligations et autres titres à revenu fixe	717	742	100	642	
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	155 237	168 258	100	28 617	139 541

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

<i>en millions d'euros</i>	Valeur au bilan au 30/06/2020	Juste valeur au 30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	33 080	33 449	-	33 449	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	968	968	-	968	-
Comptes et emprunts à terme	32 112	32 481	-	32 481	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	133 901	134 018	-	85 624	48 394
Comptes ordinaires créditeurs	71 142	71 142	-	71 142	-
Comptes d'épargne à régime spécial	48 394	48 394	-	-	48 394
Autres dettes envers la clientèle	14 365	14 482	-	14 482	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	7 059	7 201	-	7 201	-
Dettes subordonnées	1 939	2 156	-	2 156	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	175 979	176 824	-	128 430	48 394

<i>en millions d'euros</i>	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	29 439	30 010		30 010	
Comptes ordinaires et emprunts JJ	1 577	1 576		1 576	
Comptes et emprunts à terme	27 862	28 434		28 434	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée					
Dettes envers la clientèle	121 372	121 468		74 109	47 359
Comptes ordinaires créditeurs	59 376	59 376		59 376	
Comptes d'épargne à régime spécial	47 359	47 359			47 359
Autres dettes envers la clientèle	14 637	14 733		14 733	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes représentées par un titre	8 353	8 508		8 508	
Dettes subordonnées	1 934	2 168		2 168	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	161 098	162 154		114 795	47 359

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de prix de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions reçues portant sur les sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché,
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché,
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics,
- des actifs ou passifs exigibles à vue,
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

9.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debt Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (*Credit Value Adjustment* –CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (*Debt Valuation Adjustment* –DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut, en priorité directement, est déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	435		435	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	435		435	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	539		539	
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	539		539	
Actions et autres titres à revenu variable	18		18	
Titres de participation non consolidés	521		521	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	154		154	

Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	154		154
Actions et autres titres à revenu variable	94		94
Titres de participation non consolidés	60		60
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables			
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Titres de dettes			
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Instruments dérivés de couverture	2 329		2 329
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	3 457		3 457
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables			
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables			
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX			

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	465		465	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actions et autres titres à revenu variable				
Instruments dérivés	465		465	
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	570		540	30
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	540		540	
Actions et autres titres à revenu variable	19		19	
Titres de participation non consolidés	521		521	
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	30			30
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	30			30
Titres de dettes				
Effets publics et valeurs assimilées				

Obligations et autres titres à revenu fixe				
OPCVM				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
OPCVM				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	148		148	
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	148		148	
Actions et autres titres à revenu variable	93		93	
Titres de participation non consolidés	55		55	
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Instruments dérivés de couverture	2 020		2 020	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	3 203		3 173	30
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			51	
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX			51	

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2020	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	435		435	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	435		435	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	3 785		3 785	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	4 220		4 220	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

<i>en millions d'euros</i>	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	391		391	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	391		391	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	3 217		3 217	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	3 608		3 608	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Changements de modèles de valorisation

Néant

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Néant

10. Impacts des évolutions comptables ou autres événements

Au 30 juin 2020 le Groupe LCL n'a pas eu d'évolutions comptables ni d'autres événements à notifier. Il n'est donc pas concerné par cette note annexe.

11. Parties liées

LCL, dans son rôle de distributeur, s'adresse à chacune des filiales spécifiques du groupe Crédit Agricole pour obtenir les produits les plus à même de satisfaire sa clientèle (Amundi pour les produits de gestion d'actifs, Pacifica pour les assurances dommages, Prédica pour les assurances vie,...) et s'adresse à CA-CIB pour adosser les opérations de marché de sa clientèle.

Les opérations de trésorerie sont centralisées auprès de Crédit Agricole S.A.

Parmi les partenariats intra-groupe Crédit Agricole, les plus significatifs en termes de contribution au PNB de LCL ont été réalisés au 30 juin 2020 avec :

- AMUNDI pour 19 M€ en juin 2020 contre 18 M€ en juin 2019 (soit +6%),
- PREDICA pour 151 M€ en juin 2020 contre 144 M€ en juin 2019 (soit +5%),
- CREDIT AGRICOLE CONSUMER FINANCE pour 96 M€ en juin 2020 contre 96 M€ en juin 2019 (sans variation),
- PACIFICA pour 115 M€ en juin 2020 contre 96 M€ en juin 2019 (soit +20%),
- CREDIT AGRICOLE CREDITOR INSURANCE pour 76 M€ en juin 2020 contre 72 M€ en juin 2019 (soit +5%).

12. Périmètre de consolidation au 30 juin 2020Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du groupe LCL.

Opérations de titrisation et fonds dédiés

En 2019, le groupe LCL a mis en place une première opération de titrisation et de fonds dédiés.

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du GROUPE LCL	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent)	Type d'entité et nature du contrôle (2)	Méthode de consolidation au 30/06/2020	% de contrôle		% d'intérêt	
						30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Établissements bancaires et financiers									
Cie interprofessionnelle de financement immobilier "Interfimo"		France		Filiale	IG	98,95	98,95	98,95	98,95
Fimo Courtage		France		Filiale	IG	100	100	98,95	98,95
Divers									
Angle neuf		France		Filiale	IG	100	100	100	100
CL Développement Economique "CLDE"		France		Filiale	IG	100	100	100	100
CL Verwaltung und Beteiligungs	X	Allemagne		Filiale	IG		100		100
Société de Titrisation FCT True Sale (compartiment LCL)		France		Entité structurée contrôlée	IG	100	100	100	100

(1) Entrée dans le périmètre
Sortie de périmètre
Changement de méthode

(2) Filiale
Entité structurée contrôlée
Co-entreprise
Co-entreprise structurée
Opération en commun
Entreprise associée
Entreprise associée structurée

Entrées

Le groupe LCL n'a pas ouvert son périmètre de consolidation à de nouvelles entités au 30 juin 2020.

Sorties

Sortie de périmètre au 1^{er} janvier 2020 de l'entité "C.L. Verwaltungs und Beteiligungsgesellschaft" compte tenu de sa situation en cours de liquidation et de son caractère non significatif.

13. Événements postérieurs à la clôture du 30 juin 2020

Le groupe LCL n'a pas eu d'événements significatifs intervenus postérieurement à la clôture du 30 juin 2020.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Crédit Lyonnais, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 3 août 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée à la Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 3 août 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 7 août 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Laurent Tavernier

MAZARS

Matthew Brown

GLOSSAIRE

ACRONYMES

ABE / EBA

Autorité bancaire européenne ou European Banking Authority (EBA)

ACPR

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

AMF

Autorité des marchés financiers

BCE

Banque centrale européenne

IFRS

International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière)

PME

Petite et moyenne entreprise

RBE

Résultat brut d'exploitation

TPE

Très petites entreprises

TERMES

Agence de notation

Organisme spécialisé dans l'évaluation de la solvabilité d'émetteurs de titres de dettes, c'est-à-dire leur capacité à honorer leurs engagements (remboursement du capital et des intérêts dans la période contractuelle).

ALM *Asset and Liability Management - gestion actif-passif*

La gestion actif-passif consiste à gérer les risques structurels du bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement afin de protéger la valeur patrimoniale de la banque et/ou sa rentabilité future.

ANC *Actif net comptable*

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

Appétence au risque

L'appétit au risque correspond au niveau de risque, par nature et par métier, que le Groupe est prêt à prendre au regard de ses objectifs stratégiques. Il s'exprime aussi bien au travers de critères quantitatifs que qualitatifs. L'exercice d'appétit au risque constitue un des outils de pilotage stratégique à la disposition des instances dirigeantes du Groupe.

AT1 *Additional Tier 1*

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1*) éligibles sous Bâle 3 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement. Ils sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes lorsque le ratio CET1 est en dessous d'un certain seuil, fixé dans leur prospectus d'émission.

Bâle 3

Nouvelle évolution des standards prudentiels bancaires qui se substitue aux précédents accords de Bâle 2 en renforçant la qualité et la quantité de fonds propres minimaux que les établissements doivent détenir. Ils mettent également en œuvre des exigences minimales en termes de gestion du risque de liquidité (ratios quantitatifs), définissent des mesures visant à limiter la procyclicité du système financier (coussins de fonds propres qui varient en fonction du cycle économique) ou encore renforcent les exigences relatives aux établissements considérés comme systémiques. Dans l'Union européenne, ces standards prudentiels ont été mis en œuvre via la directive 2013/36/UE (CRD 4 - *Capital Requirement Directive*) et le règlement (UE) n° 575/2013 (CRR - *Capital Requirement Regulation*).

Collatéral

Le collatéral est un actif transférable ou une garantie apportée, servant de gage au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges d'exploitation par le Produit Net Bancaire ; il indique la part de Produit Net Bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours *

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). A partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance dont le débiteur n'a pas versé les intérêts et les remboursements depuis un certain temps par rapport aux échéances du contrat de crédit, ou pour laquelle il existe un doute raisonnable que cela puisse être le cas.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

CVA *Credit Valuation Adjustment*

Le *Credit Valuation Adjustment* (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché positive d'un instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

* Indicateur alternatif de performance

DVA Debit Valuation Adjustment

Le *Debit Valuation Adjustment* (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

Dividende

Le dividende est la part du bénéfice net ou des réserves qui est distribuée aux actionnaires. Son montant est proposé par le Conseil d'administration puis voté par l'Assemblée générale, après l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

EAD Exposure At Default

Valeur exposée au risque : exposition du Groupe en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

EP Emplois pondérés / RWA Risk-Weighted Assets

Ce sont les actifs (crédits, etc.) inscrits au bilan d'une banque, pondérés de façon prudentielle en fonction du risque de perte qu'ils portent et dont le total sert de dénominateur pour déterminer les principaux ratios de solvabilité.

EL Expected Loss

La perte attendue est la perte susceptible d'être encourue en fonction de la qualité de la contrepartie compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Elle s'obtient en multipliant l'exposition en risque (EAD) par la probabilité de défaut (PD) et par le taux de perte (LGD).

Établissement systémique

Le groupe Crédit Agricole (mais pas Crédit Agricole S.A.), figure dans la liste publiée par le Conseil de stabilité financière (FSB) en novembre 2012 puis mise à jour en novembre 2016 et qui comprend 30 établissements bancaires mondiaux, dits systémiques. Un établissement systémique devra mettre en place un coussin de fonds propres de base compris entre 1 % et 3,5 % par rapport aux exigences de Bâle 3.

FCP Fonds communs de placement

Type d'OPCVM émettant des parts et n'ayant pas de personnalité juridique. L'investisseur, en achetant des parts, devient membre d'une copropriété de valeurs mobilières mais ne dispose d'aucun droit de vote. Il n'en est pas actionnaire. Un FCP est représenté et géré, sur les plans administratif, financier et comptable par une société de gestion unique qui peut elle-même déléguer ces tâches.

FCPE Fonds communs de placement d'entreprise

Dispositif d'épargne salariale au sein des entreprises proposant ce type de dispositif à leurs salariés. Les épargnants détiennent des parts de fonds communs de placement (FCP) attribuées en contrepartie de leurs versements et de ceux éventuels de l'entreprise pour leur compte (abondement).

FReD Fides, Respect, Demeter

Démarche de déploiement, de pilotage et de mesure des progrès en matière de RSE, FReD est constitué de 3 piliers et 19 engagements destinés à renforcer la confiance (Fides), développer les hommes et l'écosystème sociétal (Respect) et préserver l'Environnement (Demeter). L'indice FReD mesure chaque année depuis 2011 les progrès réalisés par Crédit Agricole S.A. et ses filiales en matière de RSE. Cet indice est validé chaque année par PricewaterhouseCoopers.

FSB Financial Stability Board ou CSF Conseil de stabilité financière

Le Conseil de stabilité financière a pour mission d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial et de mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière. Il rassemble les gouverneurs, les ministres des finances et les superviseurs des pays du G20. Son objectif premier est donc de coordonner au niveau international les travaux des autorités financières nationales et des normalisateurs internationaux dans le domaine de la régulation et de la supervision des institutions financières. Créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009, le FSB succède au Forum de stabilité financière institué en 1999 à l'initiative du G7.

Gestion d'actifs Asset Management

Métier financier consistant à gérer des valeurs mobilières ou autres actifs, pour compte propre ou pour compte de tiers (clientèle d'institutionnels ou de particuliers). En matière de gestion collective, les actifs sont gérés sous forme de fonds ou dans le cadre de mandats de gestion. Les produits sont adaptés pour répondre aux différentes attentes de la clientèle tant en termes de diversification géographique ou sectorielle, de gestion à court ou long terme que de niveau de risque souhaité.

Gouvernement d'entreprise ou gouvernance

Ce concept recouvre la mise en place dans l'entreprise de l'ensemble des mécanismes assurant la transparence, l'égalité entre actionnaires et l'équilibre des pouvoirs entre management et actionnaires. Ces mécanismes concernent : les modes d'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, le fonctionnement du Conseil d'administration, l'articulation des différents organes de direction, la politique de rémunération des dirigeants et des cadres.

Green Bonds

Une *green bond* est une obligation "environnementale" émise par un organisme qualifié (entreprise, collectivité locale ou organisation internationale) destinée au financement de projets ou activités à visée écologique et/ou de conception durable. Ces instruments sont souvent utilisés dans le cadre du financement de l'agriculture durable, de la protection des écosystèmes, de l'énergie renouvelable et de cultures écologiques.

HQLA High Quality Liquid Assets

Actifs liquides de haute qualité qui sont non grevés et qui peuvent être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité.

ISR Investissement socialement responsable

L'Investissement Socialement Responsable consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à la gestion financière.

Investisseurs institutionnels

Les investisseurs institutionnels sont des entreprises, organismes publics ou compagnies d'assurance dont une partie de l'activité est axée sur l'investissement en valeurs mobilières comme par exemple les actions de sociétés cotées. Entrent par exemple dans cette catégorie les sociétés de gestion, les assureurs, ainsi que les fonds de pension.

LGD Loss Given Default

La perte en cas de défaut est le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut.

Notation de crédit *Credit Rating*

Mesure relative de la qualité de crédit, sous la forme d'une opinion émise par une agence de notation financière (Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings, etc.). La notation peut s'appliquer à un émetteur (entreprise, État, collectivité publique) et/ou à des émissions (emprunts obligataires, titrisations, obligations sécurisées, etc.). La notation de crédit peut influencer les conditions de refinancement (en termes de prix et d'accès aux ressources) et l'image de l'émetteur dans le marché (voir "Agence de notation").

NSFR *Net Stable Funding Ratio - Ratio de liquidité à 1 an*

Le ratio NSFR vise à promouvoir la résilience à plus long terme en instaurant des incitations supplémentaires à l'intention des banques, afin qu'elles financent leurs activités aux ressources plus stables, notamment à maturités plus longues. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, a été conçu pour limiter la transformation, c'est à dire le financement d'actifs long terme par des ressources court terme.

OPCVM *Organisme de placement collectif en valeurs mobilières*

Un OPCVM est un portefeuille de valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) géré par des professionnels (société de gestion) et détenu collectivement par des investisseurs particuliers ou institutionnels. Il existe deux types d'OPCVM, les SICAV (société d'investissement à capital variable) et les FCP (fonds communs de placement).

PNB *Produit net bancaire*

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées, moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

PNB *sous-jacent **

Le PNB sous-jacent correspond au PNB duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels).

Ratio de levier

Le ratio de levier est un ratio qui se veut simple et qui vise à encadrer la taille du bilan des établissements. Pour ce faire, le ratio de levier met en rapport les fonds propres prudentiels de catégorie 1 (*Tier 1*), le bilan et le hors-bilan comptables, après retraitements de certains postes.

LCR *Liquidity Coverage Ratio - Ratio de liquidité à 1 mois*

Ce ratio vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque. Le LCR oblige les banques à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés (voir HQLA), pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des banques centrales.

MREL *Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*

Le ratio MREL est défini dans la directive européenne de "Redressement et Résolution des Banques" et correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution (voir chapitre 5 Facteurs de risque et Pilier 3/Indicateurs et ratios prudentiels).

PEL *Provision Epargne-Logement*

La provision Epargne Logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être clôturés à court terme par leurs détenteurs.

* Indicateur alternatif de performance

Résolution

Raccourci de langage pour désigner la "résolution de crises ou de défaillances bancaires". Dans les faits, pour chaque banque européenne, deux types de plan doivent être établis : un plan préventif de redressement qui est élaboré par les responsables de la banque et un plan préventif de résolution qui est décidé par l'autorité de contrôle compétente. La résolution intervient avant la faillite de la banque pour organiser son démantèlement en bon ordre et éviter le risque systémique.

RBE *Résultat brut d'exploitation*

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation, dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

RNPG *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RN *sous-jacent **

Le résultat net sous-jacent correspond au résultat net part du groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels).

SICAV *Société d'investissement à capital variable*

Une société d'investissement à capital variable est une catégorie d'OPCVM qui permet aux investisseurs d'investir dans un portefeuille d'actifs financiers, sans détenir directement ces actifs, et de diversifier leurs placements. Elles gèrent un portefeuille de valeurs et sont spécialisées par exemple sur un marché, une classe d'actifs, un thème d'investissement ou un secteur. En matière fiscale, une part de SICAV est assimilable à une action.

Solvabilité

C'est la mesure de la capacité d'une entreprise ou d'un particulier à payer ses dettes sur le moyen et long terme. Pour une banque, la solvabilité correspond, notamment, à sa capacité à faire face aux pertes que les risques qu'elle porte, sont susceptibles d'engendrer. L'analyse de la solvabilité se distingue de l'analyse de la liquidité : la liquidité de l'entreprise est son aptitude à faire face à ses échéances financières dans le cadre de son activité courante, à trouver de nouvelles sources de financement, et à assurer ainsi à tout moment l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Pour une banque, la solvabilité est encadrée par la directive CRD 4 et le règlement CRR. Pour une compagnie d'assurance, la solvabilité est encadrée par la directive Solvabilité 2, cf. Solvabilité 2.

Spread de crédit

Marge actuarielle (écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique).

Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

Stress test ou test de résistance

Exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes afin d'en étudier les conséquences sur les bilans, comptes de résultat et solvabilités des banques afin de mesurer leur capacité de résistance à de telles situations.

Taux directeur

Taux d'intérêt fixés par la Banque centrale d'un pays ou d'une union monétaire, et qui permettent à celle-ci de réguler l'activité économique. C'est le principal outil utilisé par les banques centrales pour remplir leur mission de régulation de l'activité économique : inflation pour la Banque centrale européenne (BCE), inflation et stimulation de la croissance pour la Réserve fédérale américaine (Fed).

Titres subordonnés

Les titres subordonnés sont des titres émis par une société, dont la rémunération et/ou le remboursement du capital sont subordonnés à un événement (par exemple au paiement d'un dividende, ou réalisation d'un bénéfice).

TSDI Titres subordonnés à durée indéterminée

Émission subordonnée dont la durée est infinie, le remboursement se faisant au gré de l'émetteur, à partir d'une certaine échéance.

TSS Titres super-subordonnés

Émission subordonnée de caractère perpétuel entraînant une rémunération perpétuelle. Leur durée indéterminée provient de l'absence d'un engagement contractuel de remboursement qui s'effectue au gré de l'émetteur. En cas de liquidation, ils sont remboursés après les autres créanciers.

TLAC Total Loss Absorbing Capacity

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB) (voir chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3/Indicateurs et ratios prudentiels").

VaR Valeur en risque - Value-at-Risk

Indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par le Groupe, en particulier pour les opérations réalisées pour le compte de la clientèle et classées comptablement en trading (VaR à 99 % sur 10 jours conforme au modèle interne réglementaire). Elle correspond au plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des occurrences les plus défavorables sur un an d'historique.